



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization

Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Organización
de las Naciones Unidas
para la Educación,
la Ciencia y la Cultura

Организация
Объединенных Наций по
вопросам образования,
науки и культуры

منظمة الأمم المتحدة
للتربية والعلم والثقافة

联合国教育、
科学及文化组织

Rapport détaillé sur les activités de l'Organisation en 2006-2007

Grand programme II - Sciences exactes et naturelles

GRAND PROGRAMME II - SCIENCES EXACTES ET NATURELLES

Programme II.1 - Sciences, environnement et développement durable

Objectifs stratégiques du 31 C/4

Objectif stratégique 5 : Améliorer la sécurité humaine par une meilleure gestion de l'environnement et du changement social

Sous-programme II.1.1 - gestion de l'eau - phénomènes d'interaction : systèmes menaces et défis sociaux

Paragraphe 02111 - Axe d'action 1 : Évaluer et gérer les effets du changement planétaire sur le cycle de l'eau

Budget ordinaire (arrondi au millier de dollars)

Planifié : 1 564 000

Effectif : 1 564 000

Résultats escomptés du 33 C/5	Réalisations	Défis/enseignements tirés	Rapport Coût-efficacité	Durabilité (indicateurs ou mesures)	Recommandations du Conseil exécutif
Décideurs, professionnels et parties prenantes mieux informés de l'état des ressources mondiales en eau douce et des questions cruciales de gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> • Organisation de deux cours régionaux de formation sur les méthodes d'hydrologie isotopique s'adressant à des États africains et arabes et des comités nationaux du PHI, en collaboration avec l'AIEA. Publication de matériels de formation, CD-ROM disponibles. • Réalisation au Chili d'études de cas sur des bassins endorhéiques d'Amérique latine en coordination avec le Bureau de Montevideo. Ces études seront publiées début 2008. • Élaboration et diffusion de principes directeurs sur la gestion des systèmes aquifères fossiles en collaboration avec la Banque mondiale, puis publication et diffusion. • Présentation du deuxième Rapport mondial sur la mise en valeur des ressources en eau (WWDR2) le 22 mars 2006 à Mexico à l'occasion du 4^e Forum mondial de l'eau. La version électronique du WWDR1 et du WWDR2 ainsi que les résumés exécutifs et les rapports finaux d'études de cas du WWAP sont librement disponibles sur le portail Web de l'UNESCO. • Renouvellement du mandat du secrétariat de 	<ul style="list-style-type: none"> • L'élaboration d'indicateurs est l'un des enjeux actuels du Programme mondial pour l'évaluation des ressources en eau. Dans ce contexte, le WWDR2 comprenait 64 solides indicateurs concernant différents domaines épineux. L'élaboration d'indicateurs relève désormais d'un groupe d'experts sur les bases de données, les indicateurs et la surveillance créé par le secrétariat du 	La maximisation de l'impact de l'activité grâce à la participation régionale.	<p>Disponibilité de matériels dans les pays en vue de leur reproduction.</p> <p>Publication d'une liste de solides indicateurs sur le CD du WWDR2.</p> <p>Création d'un groupe d'experts du WWAP sur les indicateurs, les bases de données et la surveillance.</p> <p>Participation du WWAP aux travaux de l'Équipe spéciale</p>	

	<p>WWAP par l'ONU-eau en août 2007 en vue de l'élaboration du WWDR3. Quatre membres du cadre organique et sept experts de haut niveau préparent le WWDR3. Dans ce contexte, la première réunion préparatoire s'est tenue en novembre. Soixante-deux éminents experts appartenant à des institutions des Nations Unies et autres y ont participé. Des crédits ont été obtenus auprès de l'Italie pour financer la 3^e phase (2006-2009).</p> <ul style="list-style-type: none"> • Comme l'eau est une question intersectorielle pour ce qui est de la réalisation des OMD, le WWAP joue un rôle actif dans le cadre des travaux de l'Équipe spéciale des Nations Unies sur la Gestion intégrée des ressources en eau (GIRE). 	<p>WWAP.</p> <ul style="list-style-type: none"> • La série des rapports mondiaux sur la mise en valeur des ressources en eau repose sur de solides bases scientifiques. Pour améliorer encore le rapport, des groupes d'experts auxquels participent d'éminents spécialistes sont constitués. 		<p>des Nations Unies sur la Gestion intégrée des ressources en eau (GIRE).</p> <p>Visibilité mondiale de la série des WWDR.</p> <p>Augmentation du nombre de pays désireux de contribuer à la série des WWDR en qualité de partenaires présentant des études de cas (12 pays pour le WWDR1 et 38 pour le WWDR2).</p> <p>Le nombre de consultation du portail Web de l'UNESCO lors de la Journée mondiale de l'eau 2006 a entraîné la saturation et la défaillance du serveur de l'UNESCO.</p> <p>Augmentation du nombre de professionnels et d'experts de haut niveau prenant part aux activités liées au WWDR3.</p> <p>Désignation d'un nouveau coordonnateur du WWAP.</p> <p>Renouvellement du mandat du WWAP.</p> <p>Succès de la réunion préparatoire sur le WWDR de novembre 2007.</p> <p>Généreux financement de l'Italie au profit du WWDR3 et poursuite du soutien financier du Gouvernement japonais.</p>	
<p>Meilleure compréhension scientifique des processus et de la viabilité hydrologiques dans plusieurs réseaux de bassins sous-régionaux</p>	<ul style="list-style-type: none"> • 19 pays, surtout d'Asie de l'Est et de la région Asie-Pacifique ont intégré le réseau FRIEND, les efforts étant axés sur la participation de pays d'Asie centrale. • Le rapport mondial FRIEND 2002-2006 a été publié et diffusé à la suite de la 5^e Conférence mondiale sur le projet FRIEND. 			<p>La participation de nouveaux pays dans le réseau et l'organisation d'ateliers techniques dans différentes régions contribuent à la durabilité de ce programme intersectoriel du PHI.</p>	
<p>Renforcement de l'hydrologie</p>	<ul style="list-style-type: none"> • L'évaluation du réseau et des bassins HELP 		<p>La participation financière</p>	<p>L'évaluation des attentes au</p>	

<p>expérimentale et de la recherche en matière de politique scientifique appliquées à la gestion des bassins</p>	<p>a démarré en vue de la réorganisation du cadre de l'initiative HELP. Des sous-réseaux thématiques s'intéressant à des questions particulières sont très appréciés de la communauté des participants au réseau. Le Symposium HELP - Des solutions locales aux problèmes mondiaux liés à l'eau : les enseignements du Sud a été un succès.</p>		<p>d'organisations nationales (par exemple le DWAF en Afrique du Sud ou SEA en France) à des activités ainsi que des ateliers réussis contribuent à la rentabilité du programme.</p>	<p>niveau des bassins et la réorganisation de l'organigramme de l'initiative HELP garantissent l'émergence de nouvelles idées et de nouvelles activités fondées sur la coopération dans le cadre du réseau. De nombreux membres attendent avec impatience le prochain appel mondial à la candidature de nouveaux bassins.</p>	
<p>Collecte à l'échelle mondiale, de données et d'informations fiables sur les ressources en eaux souterraines, y compris l'emplacement et les caractéristiques des aquifères</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Publication et diffusion, lors du 4^e Forum mondial de l'eau à Mexico en 2006, de la carte hydrogéologique (WHYMAP) à l'échelle du 1:25 000 000^e. Disponibilité d'une base de données géoréférencée connexe et de mises à jour. • Mise en place d'un portail Web librement accessible concernant les ressources en eau. 		<p>Mise à jour des bases de données et inclusion de nouvelles informations hydrogéologiques.</p>		

Paragraphe 02112 - Axe d'action 2 : Gérer l'eau comme une ressource rare par rapport aux besoins humains

Budget ordinaire (arrondi au millier de dollars)	
Planifié : 3 145 000	Effectif : 3 134 000

Résultats escomptés du 33 C/5	Réalisations	Défis/enseignements tirés	Rapport Coût-efficacité	Durabilité (indicateurs ou mesures)	Recommandations du Conseil exécutif
<p>Amélioration de la base de connaissances et des capacités des décideurs et des spécialistes en matière de gestion des ressources en eau douce dans les milieux arides et semi-arides et les environnements urbains</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le Réseau mondial d'information sur l'eau et le développement dans les zones arides G-WADI a continué de se renforcer et de se développer à l'échelle mondiale ; au réseau G-WADI pour l'Asie, déjà en place, est venu s'ajouter le réseau régional arabe G-WADI et des activités ont démarré pour de bon en Amérique latine et dans les Caraïbes (LAC) ; par ailleurs, le G-WADI a organisé un certain nombre de manifestations internationales de grande qualité. • Les principes directeurs sur la réalimentation artificielle des aquifères ont été publiés en coopération avec l'AIH et le British Geological Survey. Une conférence et un séminaire ont été organisés. Des stratégies permettant d'améliorer le réapprovisionnement des aquifères ont été élaborées. 			<p>Les principes directeurs seront traduits en espagnol et utilisés par les centres de catégorie 2 relatifs à l'eau.</p>	

	<ul style="list-style-type: none"> • Définition de principes directeurs applicables à l'élaboration de stratégies de gestion des eaux urbaines (trois ouvrages ont été publiés et diffusés en 2007 et neuf le seront début 2008). 				
<p>Amélioration des capacités de gestion intégrée des ressources en eaux souterraines aux niveaux national et international</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Publication de méthodes de lutte contre les risques d'intrusion d'eau saline dans les aquifères côtiers. Organisation d'une conférence internationale (septembre 2007). Identification d'études de cas dans la région de la Méditerranée. • Études régionales de cas de résurgence d'eaux souterraines dans l'océan découverts dans la région méditerranéenne et en Argentine. • Publication d'études et de matériels de formation sur les eaux souterraines et organisation de cours de formation sur ce sujet. • Organisation en Tunisie (juin 2007) et à Lisbonne (septembre 2007) d'ateliers régionaux sur la protection des écosystèmes tributaires des eaux souterraines, l'accent étant mis sur les zones humides. Études de cas dans la région méditerranéenne. 		<p>Instauration d'une coopération avec les ministères de l'environnement et des ressources en eau de Tunisie, d'Algérie, du Maroc, de Croatie, du Monténégro, d'Italie et d'Espagne.</p>		
<p>Consolidation, aux niveaux régional et international, des réseaux de recherche et de renforcement des capacités dans le domaine de l'approvisionnement en eau</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Organisation en septembre 2007, au Siège de l'UNESCO, du Colloque international sur les Nouvelles orientations en matière de gestion de l'eau en milieu urbain. • Mise au point de matériel de formation (formation des formateurs) en collaboration avec le Centre de catégorie 2 sur la gestion des eaux urbaines de Téhéran (RCUWM). • Organisation d'un cours de formation au Pakistan. • Organisation d'ateliers et de séminaires sur la gestion des eaux urbaines dans différentes régions. • Élaboration d'un logiciel pour la gestion des eaux souterraines urbaines. Sélection d'études de cas en vue de leur application. • Élaboration d'un dossier éducatif sur les eaux urbaines mis à disposition sur le site Web de l'UNESCO. • Tenue de réunions statutaires du PHI (Conseil et Bureau). 		<p>Maximisation de l'impact des activités grâce à la coopération internationale avec des institutions partenaires, des centres de catégories 1 et 2 relatifs à l'eau.</p> <p>Synergies avec d'autres projets internationaux de gestion des eaux urbaines (UNESCO-IHE/projet SWITCH).</p>	<p>Mise en œuvre d'activités en coopération avec des centres de catégorie 1 (UNESCO-IHE) et de catégorie 2 relatifs à l'eau.</p> <p>Participation d'États membres aux activités.</p>	

<p>Élaboration de méthodes et de principes directeurs améliorés de gestion intégrée des bassins fluviaux aux niveaux national et international</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Point sur l'état actuel des connaissances en matière de gestion intégrée des bassins fluviaux. • Élaboration d'un cadre en vue de la gestion intégrée des eaux pour les bassins, sous-bassins et aquifères. 				
--	--	--	--	--	--

Paragraphe 02113 - Axe d'action 3 : Atténuer les risques liés à l'eau et affronter les défis sociaux

Budget ordinaire (arrondi au millier de dollars)

Planifié : 2 537 000

Effectif : 2 532 000

Résultats escomptés du 33 C/5	Réalizations	Défis/enseignements tirés	Rapport Coût-efficacité	Durabilité (indicateurs ou mesures)	Recommandations du Conseil exécutif
<p>Amélioration des approches intégrées de la gestion des crues et inondations adoptées par les spécialistes locaux, nationaux et internationaux</p>	<ul style="list-style-type: none"> • L'Initiative internationale sur les crues et les inondations est désormais opérationnelle grâce au soutien du Centre international sur les risques liés à l'eau et leur gestion (ICHARM, Tsukuba, Japon). 	<ul style="list-style-type: none"> • La production de documents communs à différentes organisations internationales, OMM, UNU, SIPC, AISH et UNESCO a exigé une solide coopération de la part des participants. 		<p>La motivation des participants, appuyés par le secrétariat de l'ICHARM, contribue à la viabilité de l'initiative.</p> <p>Des ateliers sur la prévention des crues et des inondations et l'atténuation des risques seront organisés.</p>	
<p>Promotion de l'utilisation rationnelle des eaux souterraines pour faire face à des situations d'urgence</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Publications de principes directeurs applicables à l'utilisation des ressources en eaux souterraines dans les situations d'urgence. Présentation desdits principes lors du 4^e Forum mondial de l'eau à Mexico en 2006. • Inventaire des masses d'eaux souterraines résistant aux impacts naturels et humains dans des régions pilotes. • Réalisation et publication d'études de cas. Organisation en 2007 (à Tokyo, Téhéran et Paris) de trois ateliers dont les travaux ont été publiés, tout le matériel étant disponible sur le site Web de l'UNESCO. 				
<p>Élaboration d'un cadre et de critères de coopération en vue de la gestion durable des ressources en eau partagées, y compris les ressources transfrontières, aux niveaux local, régional et international</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Élaboration de matériel de formation à la gestion des masses d'eau transfrontières pour l'Europe du Sud-Est et l'Amérique latine. • Organisation de cours pilote dans le Sud-Est de l'Europe et en Amérique latine. • Utilisation de matériel de formation à l'occasion 	<ul style="list-style-type: none"> • Des cours interdisciplinaires sont essentiels pour faciliter la coopération transfrontière relative à l'eau. • Les formateurs chargés d'un cours spécifique dans une région devraient venir de la région en question. Des 		<p>Utilisation de matériel de formation du programme PCCP de l'UNESCO relatif à la gestion des eaux transnationales dans des universités locales d'Amérique latine et d'Europe du Sud-Est.</p>	

	<p>de plusieurs ateliers de formation en Amérique latine (Équateur, Venezuela, Brésil et Argentine).</p> <ul style="list-style-type: none"> • Production d'une étude de cas sur le lac Titicaca de concert avec des experts boliviens et péruviens. • Élaboration et publication d'indicateurs/critères de gestion des ressources en eau. Un CD-ROM est disponible. • Application d'indicateurs/critères en coopération avec le FEM. • Inventaire des aquifères transfrontières dans diverses régions. Mise au point finale en Amérique latine et dans les Caraïbes, en Afrique et dans le Sud-Est de l'Europe et démarrage des travaux en Asie. • Organisation de cours de formation sur les aspects juridiques et institutionnels de la gestion des systèmes d'aquifères transfrontières au Siège des Nations Unies à New York de concert avec la CDI (Commission du droit international). Mise au point finale d'un avant-projet des articles de la législation sur les systèmes aquifères transfrontières en coopération avec le Ministère japonais des affaires étrangères. • Publication de cartes des aquifères transnationaux. 	<p>formateurs internationaux devraient uniquement intervenir en guise de soutien.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les experts participant à des études de cas sur la situation de la coopération dans un bassin versant transfrontière devraient avoir des connaissances sur les caractéristiques physiques du bassin et surtout avoir d'excellentes connaissances des aspects socioéconomiques et politiques de la gestion des ressources en eau du bassin en question. 			
<p>Sensibilisation aux dimensions éthiques, historiques, culturelles et sociales de l'eau</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Création d'un site Web en anglais, français et espagnol (au moins dix pages Web par langue) pour la Journée mondiale de l'eau 2006, donnant des informations sur divers aspects des rapports entre l'eau et la culture, y compris l'histoire, le patrimoine, et les conceptions du monde ; fournissant du matériel pour des campagnes d'information et un contenu multimédia. Ces pages Web sont consultées plus de cent cinquante mille fois par an. • Production d'un bref film documentaire donnant des informations sur les interactions entre l'eau et la culture. • Formation en 2007 de 15 étudiants de troisième cycle dans le domaine de « L'histoire mondiale de la gestion des ressources en eau » (premier cours de brève durée organisé de concert avec l'UNESCO-IHE). 	<ul style="list-style-type: none"> • Le manque de crédits extrabudgétaires a gêné la mise en œuvre du projet de séries d'ouvrage sur l'Histoire de l'eau et des civilisations. 		<p>Sites Web toujours en ligne et souvent consultés ; publications constamment demandées ; augmentation de l'intérêt des scientifiques, des professionnels et du public pour les dimensions éthiques, historiques, culturelles et sociales de l'eau.</p>	

	<ul style="list-style-type: none"> • Publication d'un document intitulé « Ethics of Groundwater Use » (Éthique de l'utilisation des eaux souterraines) traduit en espagnol et portugais (Amérique latine et Caraïbes) ; publication d'un document intitulé « Water and Indigenous Peoples » (L'eau et les peuples autochtones) (Amérique latine et Caraïbes). Production et diffusion d'un CD-ROM sur les travaux relatifs à « L'eau et la diversité culturelle ». Rédaction, en vue de l'actuelle préparation de « L'histoire de l'eau et des civilisations », d'articles sur les sujets suivants : « L'eau et l'humanité : au fil de l'histoire », « L'eau et les établissements humains », « L'eau, l'alimentation et l'économie ». Soutien apporté au lancement du film intitulé « Congo River » (Le fleuve Congo) et publication de l'ouvrage intitulé de même. • Recherche et sensibilisation facilitées grâce à l'organisation du colloque international intitulé « The UNESCO Water Project : The legacy of Ancient Past » ; soutien à la conférence de l'IWHA sur le thème « L'eau et la diversité culturelle » et de la session de la journée mondiale des zones humides 2006 (WWD06) sur « L'eau et la culture » lors du 4^e Forum mondial de l'eau. • Constitution d'une base de données sur les chercheurs spécialisés dans le domaine de l'histoire de l'eau et de la culture. • Organisation conjointe de l'exposition photographique AQVA et de la première manifestation cinématographique internationale lors du 4^e Forum mondial de l'eau. Production et diffusion de leurs catalogues respectifs. 				
--	--	--	--	--	--

Paragraphe 02114 - Axe d'action 4 : Gérer les interactions terre-eau-habitat grâce à une approche écosystémique

Budget ordinaire (arrondi au millier de dollars)
Planifié : 1 935 000 Effectif : 1 901 000

Résultats escomptés du 33 C/5	Réalizations	Défis/enseignements tirés	Rapport Coût-efficacité	Durabilité (indicateurs ou mesures)	Recommandations du Conseil exécutif
Élargissement de la base de connaissances en vue de l'élaboration d'une approche échohydrologique et de son	<ul style="list-style-type: none"> • Création d'équipe spéciale sur l'échohydrologie pour renforcer la recherche relative au concept d'échohydrologie, son application et son 	<ul style="list-style-type: none"> • Le défi est désormais de diffuser efficacement et largement les résultats des activités mises en œuvre ces dix dernières années en 			

<p>intégration aux stratégies régionales de mise en valeur des ressources naturelles</p>	<p>enseignement.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Création d'un centre régional d'écohydrologie en Pologne. • Publication d'un ouvrage sur les habitats aquatiques dans la gestion intégrée des eaux urbaines. Publication d'études de cas sur le même sujet sur un site Web dédié. Organisation d'un atelier lors du Forum sur les eaux urbaines. Participation et stand au Brisbane River Festival et conférence sur les flux environnementaux. Toutes les activités susmentionnées contribuent à élargir la base de connaissances sur les aspects des questions relatives à l'eau liées à la gestion des écosystèmes et leur mise en œuvre effective. 	<p>matière d'écohydrologie en coopération avec les centres régionaux d'écohydrologie récemment créés (et avec d'autres prévus).</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le caractère complexe du programme d'activités relatives à l'eau exige une coopération interdisciplinaire efficace. 	<p>Satisfaisant compte tenu de la remontée d'informations provenant de la base de connaissances et du fait que l'eau est de plus en plus considérée comme importante non seulement pour répondre directement aux besoins humains, mais aussi pour le fonctionnement de l'écosystème.</p>	<p>Les produits concrets (ouvrages, études de cas) resteront probablement sur le marché pendant un certain temps, garantissant la durabilité des résultats obtenus.</p>	
<p>Meilleures bases de connaissances et quantification des processus de transport des sédiments afin de protéger les milieux aquatiques et terrestres</p>	<ul style="list-style-type: none"> • L'IRTCS centre de catégorie 2 où se trouve également le secrétariat de l'Initiative internationale relative à la sédimentation (IIS) a été créé. • L'Initiative internationale relative à la sédimentation est pleinement opérationnelle. • Renforcement des capacités institutionnelles et humaines par le biais de la formation et d'ateliers ; préparation d'études de cas sur les bassins fluviaux, du Fleuve jaune, du Yangtze, du Mississippi, du Rhin, du Danube, du fleuve Panama, du Nil, de la Volga et du Zambeze. 				
<p>Augmentation des capacités scientifiques d'étude et de surveillance des ressources des régions montagneuses</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Des gestionnaires de réserves de biosphère de montagne et des scientifiques ont participé à deux ateliers régionaux organisés en Argentine (avril 2006) et en Ouganda (juillet 2007) en vue d'étudier les impacts du changement planétaire sur les montagnes. • Publication en français d'un kit pédagogique pour les pays situés en zones arides (les versions anglaise, espagnole et arabe sont en cours de préparation). Un kit pédagogique pour les pays de montagne est en préparation. • Lancement de travaux en coopération avec la Fédération de Russie en vue de créer un Centre international pour le développement durable des régions de montagne dans le Caucase, susceptible de devenir un Centre 	<ul style="list-style-type: none"> • Préparation et présentation aux organismes donateurs d'un projet de document en vue de la mise en œuvre d'une stratégie de recherches sur le changement planétaire dans les zones montagneuses, mais le niveau de financement (2 000 000 dollars) dépasse les capacités financières de nombreux donateurs. La recherche de crédits extrabudgétaires se poursuivra au cours du prochain exercice biennal. • Le Gouvernement flamand de Belgique a fourni des crédits extrabudgétaires (465 630 dollars) en vue de la préparation de kits pédagogiques sur les zones arides 	<p>Les crédits au titre du Programme ordinaire peuvent uniquement servir de capital d'amorçage pour assurer la surveillance des ressources des zones montagneuses et réaliser des études de cas sur ce sujet dans le contexte du changement climatique alors que d'importantes ressources extrabudgétaires sont nécessaires pour parrainer la recherche sur le terrain. Cependant, les crédits au titre du Programme ordinaire ont joué un rôle important</p>	<p>Les membres de la communauté scientifique internationale travaillant à des recherches sur les montagnes et le changement climatique sont pleinement informés de la « stratégie de recherche sur le changement planétaire dans les zones de montagnes » qui peut être appliquée au niveau national, en particulier au niveau des réserves de biosphère de montagne. Un kit éducatif sur les zones arides a été publié (diffusion, avec d'autres versions linguistiques début 2008 par le biais du</p>	

	UNESCO de catégorie 2.	<p>et les montagnes et d'autres activités de sensibilisation.</p> <ul style="list-style-type: none"> • La conférence intitulée « Sommet mondial sur la montagne de Bishkek + 5 », qui devait initialement avoir lieu en 2007 a été reportée à 2009 par le Gouvernement kirghize. 	<p>dans le maintien de la coopération scientifique internationale entre spécialistes tout au long de l'exercice.</p>	<p>RÉSEAU). Un kit pédagogique supplémentaire pour les pays de montagne est en préparation. La création d'un centre international sur le développement durable en montagne améliorera les connaissances sur la gestion rationnelle des ressources naturelles.</p>	
<p>Augmentation des capacités de gestion des ressources en eau dans des écosystèmes aux ressources abondantes ou rares, l'accent étant spécialement mis sur les zones côtières, les petites îles et la région de la Polésie</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en œuvre conjointe d'activités scientifiques par des spécialistes du Bélarus, de Pologne et d'Ukraine pour préparer la candidature de la réserve de biosphère transfrontière de Polésie occidentale. • 4 réserves de biosphère insulaires ont été créées dans le Pacifique et en Afrique. La première réserve de biosphère intercontinentale a été mise en place par l'Espagne et le Maroc ; l'Atlas mondial des mangroves est presque prêt ; 2 cours techniques sur la gestion des ressources en eau mettant particulièrement l'accent sur les réserves de biosphère ont été organisés dans les États fédérés de Micronésie et à Bahreïn ; un manuel pour le développement intégré des zones côtières est en cours de préparation. 	<ul style="list-style-type: none"> • Un soutien en faveur des réserves de biosphère transfrontières est difficile à obtenir au niveau politique/ministériel. 	<p>Des contributions en nature ont été reçues pour un montant de 300 000 dollars. Plus d'un dollar a pu être collecté par dollar reçu.</p>	<p>De nouvelles réserves de biosphère sont bien établies dans le cadre du Réseau mondial de réserves de biosphère et des publications sur la gestion des ressources en eau ont été largement distribuées.</p>	

Sous-programme II.1.2 - Les sciences écologiques et les sciences de la terre au service du développement durable

Paragraphe 02121 - Axe d'action 1 : Réduire au minimum la perte de biodiversité par la recherche et le renforcement des capacités concernant la gestion des écosystèmes

Budget ordinaire (arrondi au millier de dollars)	
Planifié : 890 000	Effectif : 888 000

Résultats escomptés du 33 C/5	Réalisations	Défis/enseignements tirés	Rapport Coût-efficacité	Durabilité (indicateurs ou mesures)	Recommandations du Conseil exécutif
<p>Amélioration de la compréhension par les décideurs des interactions entre les changements planétaires, la gestion des écosystèmes et la perte de biodiversité</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Organisation d'un forum et d'un atelier sur les liens entre le climat, la séquestration du biocarbone, l'agriculture, l'énergie, la biodiversité et l'atténuation de la pauvreté, fournissant d'intéressantes indications aux responsables de l'élaboration des politiques. Formation de partenariats informels avec des acteurs du secteur privé. L'accent a été mis 	<ul style="list-style-type: none"> • Le programme concernant les politiques climatiques est assez dynamique et nécessite une attention permanente. 	<p>Satisfaisant en ce qui concerne la visibilité des événements et les rapports qui en résultent, compte tenu du personnel et des investissements budgétaires.</p>	<p>Intérêt porté aux activités de suivi par les décideurs des secteurs public et privé.</p>	

	<p>sur les écosystèmes naturels (par exemple les forêts), mais aussi sur les zones urbaines, ce qui a permis d'examiner le concept de réserve de biosphère à la lumière des défis liés à la durabilité urbaine, y compris en rapport au climat. Plusieurs villes souhaitent actuellement demander le statut de réserve de biosphère. Création d'une chaire d'écotechnie sur les questions relatives au climat.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mise à disposition des décideurs de six notes d'orientation établies en collaboration avec le SCOPE. • Élaboration, en collaboration avec le CIUS et DIVERSITAS, d'un programme de suivi concernant l'Évaluation des écosystèmes pour le millénaire. 	<ul style="list-style-type: none"> • La nécessité de porter les résultats des programmes scientifiques internationaux de l'UNESCO à l'attention des responsables de l'élaboration des politiques, comme l'a recommandé le Comité chargé de l'examen d'ensemble des grands programmes II et III. 		<p>Travaux de recherche sur les réserves de biosphère mis à la disposition des décideurs.</p> <p>Coopération scientifique avec les programmes internationaux (par exemple DIVERSITAS et le SCOPE).</p> <p>Publications pertinentes à l'intention des décideurs.</p>	
<p>Scientifiques formés au développement durable, notamment à la gestion des écosystèmes et à l'utilisation durable de la biodiversité</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Recrutement pour la 4^e promotion de l'ERAIFT, de 24 spécialistes africains venant de 10 pays d'Afrique et possédant des diplômes d'études universitaires supérieures. • Remise des trois premiers diplômes de doctorat. • Rénovation et équipement de nouveaux bâtiments grâce à l'appui financier substantiel du Fonds d'affectation spéciale UE/Banque mondiale. 	<ul style="list-style-type: none"> • Malgré la situation politique en RDC, l'UNESCO a démontré son aptitude à intervenir et à améliorer les activités de renforcement des capacités dans des pays sortant d'un conflit. • Les programmes de l'ERAIFT sont très appréciés par plusieurs pays d'Afrique : la Côte d'Ivoire a récemment demandé officiellement à l'UNESCO d'étendre le modèle de l'ERAIFT en Afrique occidentale. 	<p>Les fonds du Programme ordinaire de l'UNESCO ont joué un rôle de catalyseur comme capital de départ en permettant à SC/EES de mobiliser des fonds importants auprès de l'UE (680 000 €), notamment pour la rénovation des nouveaux bâtiments de l'ERAIFT.</p>	<p>Intérêt manifesté par le secteur privé (industries forestières, ONG, etc.) pour participer au projet ERAIFT en tant que donateurs (fourniture de bourses pour administrateurs, financement d'ateliers thématiques sur la formation de formateurs, participation au Conseil exécutif de l'ERAIFT, etc.).</p>	
<p>Amélioration de la coopération internationale pour la recherche sur les écosystèmes, et leur gestion, dans les zones arides et les régions tropicales humides</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Publication d'un document de synthèse intitulé « Un nouveau regard sur l'avenir des terres arides », portant sur 50 ans de recherches sur les terres sèches. • Organisation à Tunis (juin 2006) d'une conférence scientifique internationale sur « L'avenir des terres sèches », en collaboration avec 20 autres organisations internationales. Révision des actes de la conférence (publication en février 2008). La « Déclaration de Tunis » issue de la conférence déterminera les futures priorités de la recherche sur la gestion des terres sèches. 	<ul style="list-style-type: none"> • Malgré un budget du Programme ordinaire relativement faible, l'UNESCO, en tant que principal organisateur de la conférence sur « L'avenir des terres sèches », a démontré son grand pouvoir de mobilisation auprès de 20 autres organisations internationales qui ont appuyé la conférence directement ou indirectement (par l'intermédiaire de l'UNESCO). 	<p>La principale contribution scientifique à l'Année internationale des déserts et de la désertification (2006) a été planifiée à l'échelle nationale par l'UNESCO, qui a organisé la conférence sur « L'avenir des terres sèches ». Malgré les ressources financières relativement faibles fournies par l'UNESCO au titre du Programme ordinaire (capital de départ de 35 000 dollars seulement), plus de 400 participants ont assisté à la conférence, ce qui</p>	<p>Le document de synthèse intitulé « Un nouveau regard sur l'avenir des terres arides » et les actes de la Conférence de Tunis sur « L'avenir des terres sèches » seront des compilations phares faisant le point des connaissances concernant la gestion actuelle des terres sèches et les questions de développement, et seront utilisés par les scientifiques du monde entier pour assurer la gestion durable des terres sèches. Ainsi, des</p>	

	<ul style="list-style-type: none"> • Financement de thèses de doctorat et de maîtrise sur des questions clés liées aux terres arides dans six réserves de biosphère d'Afrique occidentale, et organisation d'ateliers de formation. • Travaux de recherche sur les réserves de biosphère mis à la disposition des décideurs dans le contexte de l'IAASTD. 	<ul style="list-style-type: none"> • La nécessité de porter les résultats des programmes scientifiques internationaux de l'UNESCO à l'attention des décideurs, comme l'a recommandé le Comité chargé de l'examen d'ensemble des grands programmes II et III. 	<p>représente un très bon rapport coût-efficacité.</p> <p>L'appui apporté aux étudiants en maîtrise et en doctorat a aidé à renforcer les capacités nationales en Afrique occidentale ainsi qu'à produire des connaissances importantes sur les interactions entre les populations et les écosystèmes.</p>	<p>mémoires d'accord ont été conclus entre des institutions scientifiques et des réserves de biosphère pour que les recherches menées et les connaissances créées soient utilisées à des fins de gestion à long terme. Un résumé des principaux résultats a été préparé à l'intention des décideurs.</p> <p>Évaluations interinstitutions axées sur la biodiversité.</p>	
<p>Mise en route d'initiatives multipartenaires pour la réhabilitation des écosystèmes côtiers de l'océan Indien</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Élaboration, en collaboration avec la COI, d'une initiative d'aménagement de l'espace marin, organisation d'un grand atelier sur la question, et production et diffusion d'une publication sur ce sujet. 	<ul style="list-style-type: none"> • L'importance de la contribution de la science au développement durable a été démontrée. 		<p>Partenaires participants identifiés.</p> <p>Réseau d'organismes et d'institutions collaborant entre eux établi.</p> <p>Meilleures pratiques et résultats de recherches diffusés.</p>	

Paragraphe 02122 - Axe d'action 2 : Réserves de biosphère : promotion d'un environnement durable

Budget ordinaire (arrondi au millier de dollars)

Planifié : 1 182 000

Effectif : 1 175 000

Résultats escomptés du 33 C/5	Réalisations	Défis/enseignements tirés	Rapport Coût-efficacité	Durabilité (indicateurs ou mesures)	Recommandations du Conseil exécutif
Amélioration de la couverture et du fonctionnement du Réseau mondial de réserves de biosphère (WNBR)	<ul style="list-style-type: none"> Fourniture d'un appui et de conseils techniques à quatre réseaux sous-régionaux asiatiques du MAB (EABRN, SeaBRNet, SACAM, PacMAB), ce qui a facilité les candidatures de nouveaux sites en vue de leur désignation comme réserves de biosphère de même que le renforcement et le fonctionnement des réserves de biosphère existantes, ainsi que la collaboration régionale entre comités nationaux du MAB. Création de cinq nouvelles réserves de biosphère dans la région arabe. Lancement d'une initiative concernant un parc marin de la paix entre la République populaire démocratique de Corée et la République de Corée. Fourniture d'un appui au réseau de l'AfriMAB : organisation de la réunion régionale de l'AfriMAB (Le Cap, Afrique du Sud, 10-15 septembre 2007), qui a débouché sur des résultats concrets (par exemple l'adoption de la Charte de l'AfriMAB, la mise en place du premier bureau du réseau, la collecte de fonds extrabudgétaires pour l'AfriMAB grâce aux contributions volontaires des membres, des comités nationaux et des sites de réserves de biosphère). Cet appui a facilité la création de deux nouvelles réserves de biosphère dans la région de la SADC (au Malawi et en Afrique du Sud). Une initiative visant à créer une réserve de biosphère péri-urbaine comprenant la « Forêt de la Mondah » à Libreville (Gabon) est en cours de réalisation dans le cadre d'une collaboration UE/ENEF/projet ERAIFT. 	<ul style="list-style-type: none"> Deux réseaux sous-régionaux du MAB en Asie bénéficient d'une aide financière supplémentaire de la part de grands pays donateurs (la République de Corée pour l'EABRN et le Japon pour le SeaBRNet). Il serait important que les réseaux SACAM et PacMAB reçoivent également une aide financière des pays riches de leurs sous-régions respectives. Les fonds du Programme ordinaire ne suffiront pas pour soutenir les réseaux. La popularité du concept de réserve de biosphère ne saurait être surestimée. L'importance de la coopération scientifique pour le dialogue pacifique a été démontrée. La réunion de l'AfriMAB au Cap a offert aux membres du réseau une bonne occasion de préparer leur participation au 3^e Congrès mondial de réserves de biosphère (Madrid, 4-9 février 2008). Les participants ont décidé d'élaborer une note technique spéciale sur « la problématique du zonage des réserves de biosphère en Afrique » en tant que contribution concrète de l'AfriMAB au titre d'un des 5 points de l'ordre du jour correspondants. 	<p>Les réserves de biosphère sont d'un très bon rapport coût-efficacité car leur fonctionnement est couvert par des sources nationales et leur désignation à l'échelle internationale par l'UNESCO accroît considérablement les possibilités de mobilisation de fonds additionnels aux niveaux national et international.</p> <p>Le coût peu élevé par réserve de biosphère a été établi (par exemple 2 000 dollars chacune).</p> <p>L'Afrique du Sud a montré comment appliquer dûment l'approche de la Stratégie de Séville en lançant la « nouvelle génération de réserves de biosphère », qui répond aux critères du cadre statutaire du Réseau mondial de réserves de biosphère et fait intervenir les acteurs locaux tels que les municipalités et les populations locales.</p> <p>L'intérêt manifesté par les donateurs (UE) pour participer à la création du processus des réserves de</p>	<p>Les réserves de biosphère sont aujourd'hui souvent décrites comme étant des « laboratoires du développement durable ». Leur existence même témoigne de leur durabilité en matière de développement économique et social et de conservation de l'environnement.</p> <p>Les réserves de biosphère sont des structures institutionnelles à long terme dont il a été prouvé qu'elles pouvaient résister à l'épreuve du temps.</p> <p>Études de cas sur le rôle des réserves de biosphère dans la coopération transfrontière.</p>	

<p>Enrichissement de la base de connaissances sur les questions de durabilité de l'environnement dans le contexte local des réserves de biosphère</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Préparation d'un séminaire et de matériel pour la formation de responsables de réserves de biosphère et des parties prenantes locales. Établissement d'un premier séminaire au Chili, sept autres étant prévus dans la région d'Amérique latine. • Occasion donnée à 20 jeunes chercheurs, principalement des femmes d'améliorer leurs connaissances sur les questions relatives aux réserves de biosphère et la durabilité de l'environnement grâce au Programme de bourses du MAB pour jeunes scientifiques. • Réalisation de trois examens périodiques (Bénoué, Waza et Dja) par le Cameroun ; examen des trois dossiers par le Comité consultatif sur les réserves de biosphère en 2006. 	<ul style="list-style-type: none"> • La formation doit être dispensée aux groupes cibles appropriées avec l'appui des institutions politiques. • La demande est plus importante que les ressources financières disponibles. Une mobilisation de fonds est nécessaire. 	<p>biosphère.</p> <p>Au total, plus de 25 réserves de biosphère ont été créées dans la région d'Amérique latine, et une collaboration a été instaurée entre celle-ci et l'Espagne.</p> <p>Avec quelque 5 000 dollars chacun, une vingtaine de jeunes chercheurs se sont engagés en faveur du Programme MAB de l'UNESCO, ce qui représente un bon rapport coût-efficacité.</p> <p>Recommandations du Comité consultatif afin de renforcer les trois fonctions des trois réserves de biosphère.</p>	<p>Ces réserves de biosphère appartiennent à la « nouvelle » génération et comprennent les trois fonctions bien établies, notamment les économies de qualité et la durabilité économique.</p> <p>Nouvelle génération de chercheurs du Programme MAB.</p>	
<p>Étude et exploitation des possibilités d'utilisation des réserves de biosphère comme espace de prévention des conflits, notamment dans un contexte transfrontière</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Organisation de deux ateliers de formation en Afrique occidentale, y compris une réserve de biosphère transfrontière axée sur les approches de concertation, faisant intervenir des communautés locales utilisant la modélisation et la formulation de scénarios. • Mise à l'essai d'un jeu de rôle dans six réserves de biosphère en Afrique occidentale en tant qu'outil de prévention de conflits et de gestion de ressources. • Élaboration, en français et en anglais, d'une note technique du MAB mettant en lumière les pratiques et les expériences du dialogue dans le Réseau mondial de réserves de biosphère. • Organisation d'une réunion pour le premier examen périodique d'une réserve de biosphère transfrontière (réserve de biosphère transfrontière des Vosges du Nord/Pfalzerwald). • Organisation d'une réunion sur les indicateurs utilisés pour mesurer l'efficacité de la gestion des réserves de biosphère, y compris la participation à cette action, et élaboration d'un ensemble d'indicateurs de base. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les outils méthodologiques et les approches dynamiques mis à l'essai dans les réserves de biosphère en Afrique et en Europe se sont révélés d'efficaces instruments de prévention des conflits et de planification à long terme. Il convient de faire connaître le rôle que jouent les réserves de biosphère en tant que plate-forme de dialogue, de concertation et de prévention des conflits s'agissant de la préservation et de l'exploitation durable de la biodiversité, et de diffuser les enseignements tirés. 	<p>De nombreuses pratiques et expériences concernant la prévention des conflits doivent être partagées à l'intérieur et à l'extérieur du Réseau mondial. Le site Web du MAB doit être employé de plus en plus souvent comme mécanisme de centralisation pour le partage de ces pratiques et expériences.</p>	<p>La recherche dans les réserves de biosphère est utilisée comme un outil de médiation afin de faciliter la concertation entre différentes parties prenantes, ce qui met en lumière la valeur unique des réserves de biosphère en tant que sites d'apprentissage pour la prévention des conflits et le dialogue, ainsi que pour le développement durable.</p>	

Paragraphe 02123 - Axe d'action 3 : Valoriser les liens entre diversité biologique et diversité culturelle

Budget ordinaire (arrondi au millier de dollars)

Planifié : 313 000

Effectif : 312 000

Résultats escomptés du 33 C/5	Réalisations	Défis/enseignements tirés	Rapport Coût-efficacité	Durabilité (indicateurs ou mesures)	Recommandations du Conseil exécutif
Établissement d'une base de connaissances sur les pratiques culturelles favorisant une utilisation durable de la biodiversité au niveau local dans les réserves de biosphère	<i>Voir les réalisations indiquées au titre du troisième résultat escompté ci-après</i>				
Établissement d'une base de connaissances sur les pratiques culturelles favorisant l'utilisation durable de la biodiversité au niveau local dans les petits États insulaires en développement	<ul style="list-style-type: none"> Les liens entre diversité biologique et diversité culturelle ont été étudiés dans un numéro spécial de la Revue internationale des sciences sociales sur le thème « Diversité culturelle et biodiversité » (RISS n° 187, 2006), qui a été publié en collaboration avec le Secteur des sciences sociales et humaines et le Centre national de la recherche scientifique (CNRS-France) en guise de suivi à la Conférence internationale « Biodiversité, science et gouvernance » organisée au Siège de l'UNESCO à Paris, en janvier 2005. Un dossier sur l'interdépendance entre diversité culturelle et biologique dans le territoire des Jarawa, Îles d'Andaman (Inde), a été constitué et préparé pour publication. Réception et édition d'exposés provenant de la Réunion internationale d'experts sur la sauvegarde de la transmission des savoirs locaux et autochtones concernant la nature, qui s'est tenue à Aichi en avril 2005. Ces documents devraient être publiés début 2008 : ils étudient les liens entre biodiversité et transmission et maintien des savoirs autochtones. Production en anglais et en thaï de guides illustrant les liens entre les pratiques culturelles et l'encouragement de l'utilisation durable de la biodiversité dans les Îles de la mer d'Andaman (Inde, Thaïlande, Malaisie et Indonésie). Le rapport final aux donateurs est en cours d'élaboration aux fins de publication. Les élèves des villages du parc national Hirkan (Zangulash, Bandasar et Agkorpu, 	<ul style="list-style-type: none"> Une réflexion d'avant-garde sur des approches novatrices de la description des liens entre diversité biologique et culturelle a été menée. 	La publication des résultats des travaux dans la Revue internationale des sciences sociales, en partenariat avec le Secteur des sciences sociales et humaines et des experts extérieurs, offre un excellent mode de présentation et un excellent produit à un coût extrêmement réduit.	Études de cas. Accessibilité et diffusion des résultats de recherche.	

	Azerbaïdjan) ont reçu une formation destinée à leur faire mieux comprendre la biodiversité du parc, le caractère unique de ses forêts d'arbres à larges feuilles caduques et la nécessité de leur protection et à les faire contribuer de la sorte à la conservation de la nature dans le parc national Hirkan, ainsi qu'à l'utilisation et à la gestion durable de ces ressources naturelles.				
Sensibilisation au rôle des sites sacrés, des paysages culturels et du patrimoine immatériel dans la gestion des écosystèmes et l'utilisation durable de la biodiversité	<ul style="list-style-type: none"> Les actes du Colloque international de l'UNESCO sur le thème « Conserver la diversité culturelle et biologique : le rôle des sites naturels sacrés et des paysages culturels », qui s'est tenu à Tokyo en 2005, ont été publiés et largement diffusés. Sur la base des travaux du colloque de Tokyo, des principes en vue de la gestion et de la conservation des sites naturels sacrés ont été établis et examinés grâce à un processus de consultation internationale mené en collaboration avec l'UICN. Les principes directeurs seront publiés en mars 2008. 	<ul style="list-style-type: none"> Les sites naturels sacrés et les paysages culturels disposent d'un immense potentiel de préservation de la diversité biologique et culturelle. Les secteurs des sciences exactes et naturelles et de la culture ont prouvé leur capacité à collaborer de manière intersectorielle sur un sujet donné. Les partenariats avec l'UICN, la CDB, l'UNU, la FAO et l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones ont contribué à la formulation des principes directeurs pour la gestion des sites naturels sacrés. 	La collaboration internationale entre diverses institutions (UNESCO, UNU, UICN, FAO, CDB et Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones) leur a donné le poids nécessaire pour formuler des principes directeurs relatifs à la conservation et à la gestion des sites naturels sacrés.	Les principes directeurs seront appliqués et testés dans des zones protégées (y compris des réserves de biosphère et des sites naturels inscrits sur la Liste du patrimoine mondial).	

Paragraphe 02124 - Axe d'action 4 : Partenariats mondiaux en matière de sciences de la terre et de surveillance du système terrestre

Budget ordinaire (arrondi au millier de dollars)

Planifié : 839 000

Effectif : 1 090 000

Résultats escomptés du 33 C/5	Réalisations	Défis/enseignements tirés	Rapport Coût-efficacité	Durabilité (indicateurs ou mesures)	Recommandations du Conseil exécutif
Développement de la recherche sur le système terrestre et des réseaux scientifiques au moyen de projets interdisciplinaires	<ul style="list-style-type: none"> Au titre du Programme international de géosciences, 54 projets multidisciplinaires du PICG ont fourni le cadre approprié pour améliorer et échanger les données de la recherche géoscientifique appliquée et fondamentale, l'accent ayant été mis sur la mobilisation des ressources intellectuelles dans les pays en développement, ce qui encourage le transfert de données géoscientifiques et de connaissances géologiques entre pays industrialisés et pays en développement. Les projets du PICG ont réuni plusieurs milliers de scientifiques venus de tous les continents et leur ont ainsi permis 	<ul style="list-style-type: none"> En tant que programme international, le PICG est en mesure de réagir avec souplesse aux changements de priorités intervenant dans ses organismes de tutelle et dans le monde extérieur. Depuis la création du programme, il y a plus de 35 ans, le domaine des sciences de la terre a évolué. Initialement, les projets du PICG étaient avant tout axés sur la recherche fondamentale en géosciences et sur la corrélation des événements terrestres. Plus récemment, on a pu observer un 	L'UNESCO a donné l'impulsion initiale à ce programme en lui fournissant un capital d'amorçage. Le programme est capable de poursuivre ses activités lorsque l'Organisation cessera de le financer.	Le PICG est un programme à coût partagé coparrainé par l'UNESCO et l'UISG (Union internationale des sciences géologiques). D'autres partenaires financiers sont recherchés. Dans la mesure où le PICG ne fournit qu'un capital d'amorçage, la majeure partie du coût des réunions et recherches liées au projet est assumée par les chefs de projets du PICG	

	<p>de coopérer à des travaux de recherche de pointe, à des réunions de projets et à des activités de renforcement des capacités. Les nouveaux projets disposent de groupes de travail dans 57 États membres. Le PICG accorde une importance particulière à l'Afrique, ce dont témoigne la prise en compte des pays de l'Afrique subsaharienne ci-après : Afrique du Sud, Angola, Botswana, Cameroun, Kenya, Malawi, Mozambique, Namibie, Nigéria, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Sénégal, Swaziland, Zambie et Zimbabwe). Au total 44 projets du PICG étaient en cours en 2006 et 47 en 2007.</p>	<p>changement d'orientation en faveur de thèmes privilégiant la société. Conformément à la Stratégie à moyen terme, le PICG passe d'un programme axé sur les sciences fondamentales à un programme centré sur les géosciences appliquées, notamment sur l'atténuation des géorisques tels que tremblements de terre, glissements de terrain et éruptions volcaniques.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le PICG est devenu plus interdisciplinaire et il coopère très étroitement avec la Division des sciences de l'eau en vue de renforcer la principale priorité de l'UNESCO dans le domaine des sciences exactes et naturelles. 		<p>et leurs partenaires.</p>	
<p>Sensibilisation accrue aux sciences de la terre et aux avantages économiques procurés par le géotourisme durable</p>	<ul style="list-style-type: none"> • 18 géoparcs de 10 pays différents d'Europe, d'Asie et d'Amérique latine sont devenus membres du Réseau mondial des Géoparcs nationaux de l'UNESCO au cours de l'exercice biennal. L'UNESCO a apporté son soutien à la 2^e Conférence internationale sur les géoparcs organisée à Belfast en 2006, qui a bénéficié d'une large couverture médiatique et suscité un immense intérêt à l'échelle internationale. La Conférence internationale sur les géoparcs d'Asie et du Pacifique qui s'est tenue en Malaisie en 2007 sous les auspices de l'UNESCO a contribué à faire progresser et à susciter des activités relatives au géopatrimoine et au géotourisme ainsi que la création de géoparcs dans des pays d'Asie/du Pacifique. 	<ul style="list-style-type: none"> • Le concept de géoparcs est une manière novatrice d'exploiter l'intérêt pour la vulgarisation scientifique, l'éducation environnementale et le développement durable. L'UNESCO a la chance de pouvoir réagir dans ce domaine, de pouvoir désormais assumer le rôle de chef de file de cette activité attrayante de sensibilisation et de faire ainsi des sciences de la Terre une force dynamique et puissante en son sein. • L'intérêt croissant qui se manifeste exigera de toute évidence de consacrer davantage de temps et d'argent à l'administration et à la gestion des demandes et à la coordination entre l'UNESCO et les réseaux régionaux de géoparcs. L'administration et la gestion nécessitent indubitablement des ressources financières et en personnel. Étant donné que seul un capital d'amorçage est disponible au titre du Programme ordinaire de l'UNESCO, il n'y a d'autre solution que le parrainage. • Savoir comment l'UNESCO peut assumer son rôle au sein des réseaux régionaux et conserver sa position de chef de file à l'avenir est un autre défi. 	<p>En Europe l'UNESCO reçoit un vigoureux soutien par l'intermédiaire du Réseau européen des géoparcs, qui est financé par l'Union européenne.</p>	<p>L'intérêt pour l'initiative relative aux géoparcs ne cesse de croître. Non seulement en Europe, mais dans le monde entier, les géoparcs sont adoptés comme instruments de développement régional et comme outils pédagogiques pour l'éducation relative à l'environnement, en faisant appel à la participation des communautés locales. De nouveaux réseaux régionaux vont bientôt naître, suivant l'exemple du réseau européen ou du réseau Asie-Pacifique qui répondent à l'intérêt se manifestant dans ces régions du monde et qui sont les ambassadeurs des géoparcs dans leurs régions respectives pour l'UNESCO.</p>	

Établissement de dispositifs de collaboration entre responsables des politiques scientifiques soulignant l'utilité de l'observation de la Terre	<ul style="list-style-type: none"> • Un gros effort a été fait pour resserrer la coopération entre le GEOSS, le CEOS et l'IGOS, ce qui a conduit à une planification conjointe de l'observation de la Terre par le GEOSS et le CEOS. Des préparatifs sont en cours en vue de transférer directement les travaux de l'IGOS au GEOSS. • Une conférence ministérielle sur l'observation de la Terre a été organisée avec succès en novembre 2007 au Cap. Elle a appelé au renforcement des capacités d'observation de la Terre et mobilisera la communauté des bailleurs de fonds à cet effet. 	<ul style="list-style-type: none"> • Le renforcement de la coopération entre les partenariats pour l'observation de la Terre a démarré mais doit encore s'intensifier lors du prochain exercice. • Les messages politiques délivrés par la conférence ministérielle doivent se traduire par des mesures concrètes en vue de la mise en place d'un système mondial d'observation de la Terre à long terme. 	Les travaux des différents partenariats pour l'observation de la Terre ont un excellent rapport coût-efficacité. La communauté scientifique, les agences spatiales, les institutions spécialisées des Nations Unies œuvrent de concert et de manière rentable afin de construire avec les États membres un système d'observation de la Terre efficace.	Les efforts des différents partenaires dans le domaine de l'observation de la Terre sont complémentaires et il est prévu de veiller à mettre en place d'ici à 2015 un système durable d'observation de la Terre.	
Établissement d'un réseau concernant l'utilisation des technologies spatiales pour des activités de suivi, de conservation et de renforcement des capacités au profit des réserves de biosphère et des sites du patrimoine mondial	<ul style="list-style-type: none"> • Le réseau UNESCO des partenaires spatiaux a été considérablement renforcé par l'établissement officiel d'accords de coopération et la mise en œuvre d'activités conjointes. • Un grand nombre de projets conjoints ont été exécutés au profit d'États membres. • Une série d'ateliers de renforcement des capacités a été organisée. 		Par rapport aux 90 000 dollars investis, cette activité est extrêmement profitable à l'UNESCO.		
Renforcement des capacités des États membres relatives à la production de cartes géologiques et de documents techniques à partir d'informations recueillies in situ et depuis l'espace	<ul style="list-style-type: none"> • Non seulement l'élaboration de cartes géologiques et de documents techniques à l'échelle des continents se poursuit, mais un nouveau projet visant à constituer une base de données électronique mondiale permettant d'accéder aux informations géologiques et géophysiques de base du monde entier via Internet a démarré. Ce projet est intitulé « OneGeology ». Plusieurs ateliers ont été organisés pour y faire participer tous les pays. 	<ul style="list-style-type: none"> • Le projet « OneGeology » sensibilisera davantage l'opinion aux questions concernant la terre et sa gestion. Le lancement du projet a été une réussite, mais il faudra poursuivre les efforts au cours des deux prochains exercices biennaux pour le mener à bien. 	La coopération en matière de collecte et de diffusion de données géotechniques est extrêmement rentable. Elle est le fruit d'un effort conjoint entre l'UNESCO et la Commission de la carte géologique du monde (CCGM), ONG scientifique extrêmement efficace. Les principaux services géologiques du monde soutiennent également ce projet.		
Élaboration de matériels d'éducation et de formation et de programmes d'enseignement en sciences de la terre, en reprenant les résultats des observations	<ul style="list-style-type: none"> • Des ateliers d'éducation spatiale à l'intention d'élèves et d'enseignants du secondaire ont été organisés au Viet Nam (2006) et en Équateur (2007) dans le cadre du Programme d'éducation spatiale. 	<ul style="list-style-type: none"> • La majeure partie des matériels pédagogiques relatifs à l'éducation spatiale sont en anglais. L'aide de l'UNESCO pour les traduire dans d'autres langues est sollicitée afin de 	Les ateliers ont été organisés en coopération avec des organismes spatiaux gouvernementaux et avec le soutien du Ministère de	Un « programme d'éducation spatiale national » pilote a été élaboré pour le Viet Nam et l'Équateur. Il servira de	

spatiales	<ul style="list-style-type: none"> Des ateliers sur les applications des technologies spatiales ont été organisés à l'intention d'enseignants latino-américains et africains par l'intermédiaire du Groupe de travail du CEOS sur l'éducation. 	<p>garantir le contrôle de la qualité.</p> <ul style="list-style-type: none"> La révision des programmes scientifiques nationaux prendra des années. 	l'éducation qui a couvert les dépenses logistiques ; des experts invités ont participé à titre bénévole sans percevoir d'honoraires de consultation.	<p>modèle pour la mise en place d'activités d'éducation spatiale dans ces pays.</p> <p>Traduction d'anglais en espagnol de l'ouvrage intitulé « Educator's manual in rocket launching », en coopération avec le Bureau de l'UNESCO à Quito.</p>	
Proclamation d'une année internationale de la planète Terre par l'Assemblée générale des Nations Unies	<ul style="list-style-type: none"> L'Assemblée générale des Nations Unies a proclamé 2008 Année internationale de la planète Terre (IYPE). L'UNESCO et l'UISG ont été désignées comme principaux organismes d'exécution. Un secrétariat de l'IYPE a été créé. Des comités nationaux ont été créés dans 55 pays. Des activités nationales de vulgarisation ont été définies afin de mieux informer la population sur les sciences de la terre et leur rôle dans le développement durable. Les efforts se poursuivront en 2008 et 2009. 	<ul style="list-style-type: none"> Les préparatifs de l'Année internationale ont pris un bon départ en 2007, mais les activités et projets devront être mis en œuvre en 2008 et 2009. Cela nécessitera un effort soutenu de coopération de la part de la communauté scientifique, des décideurs et des milieux industriels. 	L'Année internationale est codirigée par l'UNESCO et l'UISG. Cette relation de travail est extrêmement rentable puisqu'elle bénéficie non seulement du soutien des décideurs internationaux mais également des communautés scientifiques.	L'IYPE a débuté en 2007 et se poursuivra en 2008 et 2009. Sa durabilité est garantie par la coopération avec les différents comités nationaux qui ont été créés dans les États membres et qui travaillent en étroite coopération avec les commissions nationales pour l'UNESCO.	

Sous-programme II.1.3 - Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO

Paragraphe 02131 - Axe d'action 1 : Résoudre les incertitudes scientifiques concernant la gestion de l'environnement marin et les changements climatiques

Budget ordinaire (arrondi au millier de dollars)

Planifié : 816 000

Effectif : 833 000

Résultats escomptés du 33 C/5	Réalizations	Défis/enseignements tirés	Rapport Coût-efficacité	Durabilité (indicateurs ou mesures)	Recommandations du Conseil exécutif
Renforcement de la coopération internationale dans le domaine de la recherche scientifique sur l'environnement marin	<ul style="list-style-type: none"> Exécution d'activités de recherche conjointes au titre du programme relatif au niveau de la mer, du programme sur le CO₂ océanique, du programme concernant le climat et les pêches, du programme relatif au blanchissement corallien, et du programme sur l'exportation de nutriments côtiers. Mise à jour et renforcement de réseaux concernant le Système mondial d'observation du niveau de la mer, le Réseau d'observation du CO₂ océanique, le réseau mondial de surveillance continu des récifs coralliens, et le réseau de surveillance des efflorescences algales nuisibles. L'ONU ayant 	<ul style="list-style-type: none"> La communication efficace des résultats de recherche et des résultats pertinents pour la formulation de politiques issus du vaste éventail d'activités menées au titre de l'axe d'action 1 est difficile et devrait être prioritaire lors du prochain exercice biennal. 	La plupart des activités scientifiques de la COI sont menées en partenariat avec d'autres organisations ou programmes de recherche internationaux. Tout en continuant de jouer un rôle de premier plan et de tenir compte des besoins des États membres, les investissements de la COI sont très souvent déterminants pour le	La demande d'informations et de produits reposant sur des bases scientifiques concernant la santé et la productivité des écosystèmes océaniques augmente à mesure que des programmes de gestion des océans sont établis aux niveaux national, régional et mondial (par exemple pour la haute mer). Cette	

	<p>demandé que l'on examine d'urgence des moyens d'intégrer et d'améliorer la gestion des risques pesant sur la diversité biologique des montagnes sous-marines, des récifs de corail des eaux froides et de certaines autres caractéristiques sous-marines, la COI a élaboré un rapport d'évaluation global.</p> <ul style="list-style-type: none"> Lancement réussi de la première phase de l'Évaluation mondiale du milieu marin des Nations Unies sous la direction de la COI et du PNUE. 		<p>lancement d'initiatives de recherche à grande échelle ayant des incidences mondiales.</p>	<p>demande continuera de stimuler l'investissement dans les sciences océaniques et la recherche marine.</p>	
<p>Amélioration de la capacité des États membres à mettre en œuvre le Programme de gestion intégrée des zones côtières</p>	<ul style="list-style-type: none"> Élaboration d'un guide - fondé sur des indicateurs - pour mesurer les progrès et les résultats des programmes de gestion intégrée des côtes et des océans, ainsi que de directives pour l'aménagement de l'espace marin ; établissement de directives pour la prise en compte des risques côtiers. Utilisation du guide dans 10 plans de gestion des côtes à différentes échelles. Les directives concernant l'aménagement de l'espace marin et les risques côtiers seront appliquées en 2008-2009. Lancement de deux nouveaux projets de gestion des côtes à moyen terme tenant compte de la gestion des eaux souterraines côtières et de l'adaptation au changement climatique. 	<ul style="list-style-type: none"> Le fait de travailler directement avec des organismes nationaux et locaux responsables de la gestion des zones côtières en vue d'élaborer et de tester conjointement des approches, des méthodologies et des outils est une des raisons du succès de la gestion intégrée des zones côtières. 	<p>Les ressources de la COI sont investies dans des zones ciblées où la Commission possède un avantage comparatif. Une fois qu'ils sont mis au point par des groupes d'experts scientifiques, les produits spécifiques de l'ICAM sont ensuite adaptés au niveau régional dans le cadre de la mise en œuvre d'un projet régional, généralement financé par des donateurs extérieurs, et les États membres en bénéficient.</p>	<p>La gestion des côtes est encouragée par plus de 130 pays ainsi que par plusieurs conventions et accords régionaux et internationaux. Le développement de produits ciblés comblant le fossé entre la science et la prise de décision est un élément déterminant absolument nécessaire.</p> <p>Plusieurs pays (Viet Nam, Brésil et Chine) traduisent actuellement le Guide de la COI dans leur langue locale pour leur propre usage.</p>	

Paragraphe 02132 - Axe d'action 2 : Développer les capacités opérationnelles aux fins de la gestion et du développement durable de l'océan côtier et de la haute mer

Budget ordinaire (arrondi au millier de dollars)	
Planifié : 1 470 000	Effectif : 1 459 000

Résultats escomptés du 33 C/5	Réalisations	Défis/enseignements tirés	Rapport Coût-efficacité	Durabilité (indicateurs ou mesures)	Recommandations du Conseil exécutif
<p>Meilleure coordination de l'offre d'observations, de données et de services d'alerte océanographiques, ainsi que de leur utilisation</p>	<ul style="list-style-type: none"> Le Système mondial d'observation du niveau de la mer a joué un rôle de premier plan dans la modernisation du réseau mondial de stations d'observation du niveau de la mer, 	<ul style="list-style-type: none"> Engagements et contributions en faveur du Système mondial d'observation de l'océan et de son secrétariat. 	<p>Transmission rapide des alertes aux tsunamis aux communautés exposées. À l'échelle mondiale, des ressources considérables</p>	<p>La mise en place d'un système mondial durable d'observation de l'océan pouvant fournir, dans l'intérêt général, les</p>	

notamment dans l'océan Indien. Le nombre de stations opérationnelles a augmenté de plus de 25 %.

- Le nombre de flotteurs-profileurs Argo dérivants déployés a atteint l'objectif fixé en 2000, à savoir 3 000 flotteurs.

- Le Système d'alerte aux tsunamis et de mitigation dans l'océan Indien (IOTWS) est opérationnel depuis juillet 2006.

- En ce qui concerne le Portail océan, la branche africaine d'OceanDocs a été complétée en 2006 et propose désormais le texte intégral de plus de 1 000 documents, tout comme la branche d'OceanDocs destinée aux Caraïbes et à l'Amérique du Sud, et des réseaux permanents de données et d'informations océanographiques ont été établis en Afrique, en Amérique latine et dans la région de l'océan Indien pour soutenir l'action des États membres en matière de formation et d'infrastructure.

- Permettre à des États qui en sont à différents stades de leur développement économique d'établir des systèmes d'observation de l'océan côtier, ainsi que l'infrastructure correspondante, et de bénéficier des données et informations fournies par le GOOS.

- Transmission rapide des alertes aux tsunamis aux communautés exposées.

- Mise en œuvre de la politique de partage des données de la COI.

(bien que largement réparties) sont consacrées par les États membres à des activités d'observation de l'océan côtier et de la haute mer afin de mieux comprendre et prévoir le climat et l'océan et de combattre et d'atténuer les effets des aléas naturels. Un nombre croissant d'activités d'observation de l'océan sont intégrées au Système mondial d'observation de l'océan. Les fonds alloués à la coordination intergouvernementale du GOOS représentent une infime fraction du montant total affecté à la collecte d'observations sur l'océan au niveau mondial par les États membres. (À titre d'exemple, l'Australie consacre à elle seule 23,7 millions de dollars par an à des activités d'observation à l'appui du GOOS.)

La COI n'a pratiquement utilisé que des fonds extrabudgétaires pour coordonner l'IOTWS, ce qui représente un excellent rapport coût-efficacité.

données et produits nécessaires à une gestion efficace et une utilisation viable des océans fait l'objet d'une demande croissante. Un appui financier soutenu de la part du Programme ordinaire est essentielle pour soutenir la coordination intergouvernementale du GOOS.

La coordination continue des systèmes d'alerte aux tsunamis nécessite un financement approprié au titre du Programme ordinaire.

Paragraphe 02133 - Axe d'action 3 : Renforcement des capacités des États membres dans le domaine des sciences de la mer relatives à l'océan côtier

Budget ordinaire (arrondi au millier de dollars)

Planifié : 1 536 000

Effectif : 1 514 000

Résultats escomptés du 33 C/5	Réalisations	Défis/enseignements tirés	Rapport Coût-efficacité	Durabilité (indicateurs ou mesures)	Recommandations du Conseil exécutif
Développement des capacités en matière de recherche scientifique marine	<ul style="list-style-type: none"> Formation de plus de 100 directeurs et scientifiques de haut niveau venant de 100 instituts établis dans plus de 75 pays aux fonctions de direction. Des ateliers de rédaction de propositions ont été organisés et des équipes de directeurs de projet ont été formées pour travailler efficacement ensemble dans deux régions. De plus en plus de participants aux ateliers paient leur propre billet d'avion. Lors du dernier atelier, au Brésil, la moitié des participants venant d'autres pays l'ont fait, ce qui montre que les pays adhèrent rapidement au principe du renforcement autonome des capacités lancé par la COI. 	<ul style="list-style-type: none"> L'insuffisance des ressources humaines et financières des instituts océanographiques ciblés, le manque de formation ou d'expérience des responsables des organisations scientifiques, et le manque de personnes expérimentées capables d'élaborer et de présenter des propositions de financement concurrentielles. 	Près d'un million de dollars des États-Unis ont été réunis pour mener cette activité entre 2006 et 2009, en sus du financement d'un bureau de planification mixte à Nairobi pour deux ans ou plus, ce qui représente un excellent rapport ressources extrabudgétaires/fonds du Programme ordinaire. La quasi-totalité des ateliers ont lieu immédiatement après d'autres événements régionaux afin d'économiser les frais de voyage, et les instituts devraient mobiliser d'importantes et nouvelles ressources financières pour améliorer leurs capacités grâce aux ateliers de rédaction de soumissions/d'offres organisés.	<p>Une part croissante des coûts liés aux ateliers est assumée par les participants (voir la colonne sur les réalisations).</p> <p>Les instituts sont habilités à mobiliser leurs propres fonds avec les ateliers de rédaction de propositions.</p>	
Création de capacités pour la mise en oeuvre des articles sur la recherche scientifique marine (Partie XIII) et le transfert des techniques marines (Partie XIV) de l'UNCLOS	<ul style="list-style-type: none"> Mise à disposition sur l'Internet d'une compilation de législations nationales et d'analyses des pratiques des États membres en matière de recherche scientifique marine. Élaboration d'un fichier d'experts nommés au niveau national afin de promouvoir et de faciliter le développement et la conduite de la recherche scientifique marine. Les demandes de transfert de techniques marines émanant d'États membres peuvent être affichées sur un site Web créé à cette fin. 	<ul style="list-style-type: none"> Application des dispositions de l'UNCLOS sur la recherche scientifique marine au moyen de la politique de partage des données de la COI et, éventuellement, d'un instrument juridique international. 	Plus de 60 États membres ont participé aux sessions annuelles de l'ABE-LOS ainsi qu'aux travaux interinstitutions. D'après les calculs, les dépenses liées à cette activité s'élèvent à moins de 3 000 dollars par pays pour tout l'exercice biennal. Ce modeste investissement permet à la COI et à l'UNESCO de faire participer activement leurs États membres au développement du droit de la mer.	Aider les États membres à appliquer les dispositions de l'UNCLOS sur la recherche scientifique marine et le transfert des techniques marines, ainsi que les mandats correspondants de l'Assemblée générale des Nations Unies, est une tâche institutionnelle de la COI qui doit être soutenue par le Programme ordinaire. En 2006-2007, les ressources extrabudgétaires (hors contributions en nature) représentaient moins de 25 % du budget global de cette activité.	

Programme II.2 - Renforcement des capacités en science et technologie au service du développement durable

Objectifs stratégiques du 31 C/4

Objectif stratégique 6 : Renforcer les capacités scientifiques, techniques et humaines afin de participer aux nouvelles sociétés du savoir.

Sous-programme II.2.1 - Sciences fondamentales et sciences de l'ingénieur, énergies renouvelables et atténuation des effets des catastrophes

Paragraphe 02211 - Axe d'action 1 : Le PISF et les partenariats dans les sciences fondamentales

Budget ordinaire (arrondi au millier de dollars)

Planifié : 2 532 000

Effectif : 2 527 000

Résultats escomptés du 33 C/5	Réalisations	Défis/ enseignements tirés	Rapport Coût-efficacité	Durabilité (indicateurs ou mesures)	Recommandations du Conseil exécutif
Mise en route pleine et entière du PISF et exécution d'un premier groupe de projets	<ul style="list-style-type: none"> Création d'un mécanisme de suivi du PISF. Identification et réalisation de 40 projets du PISF visant au renforcement des capacités dans les domaines des sciences fondamentales et de l'enseignement scientifique dans les régions, en réponse à des propositions faites par des États membres. Préparation du rapport intitulé « Using Science, Technology and Innovation to change the fortunes of the Caribbean region: practical recommendations to ensure implementation of the Plan of Action of the CARICOM Conference on Harnessing Science and Technology for Caribbean Development » (Recours à la science, à la technologie et à l'innovation pour changer le sort de la région des Caraïbes : recommandations pratiques pour assurer la mise en œuvre du plan d'action de la Conférence de la CARICOM sur « L'application de la science et de la technologie au service du développement des Caraïbes »), afin d'exploiter les compétences scientifiques existant au sein du PISF dans la région des Caraïbes. La première phase du PISF a été évaluée et les résultats de cette évaluation communiqués au Conseil exécutif et à la Conférence générale. La nouvelle stratégie d'action du PISF, qui sera suivie dans le cadre de la Stratégie à moyen terme 2008-2013, conformément aux recommandations de la Table ronde ministérielle « Les sciences fondamentales, levier du développement » et 	<ul style="list-style-type: none"> Ainsi que les ministres chargés des sciences l'ont demandé lors de la Table ronde ministérielle « Les sciences fondamentales, levier du développement », l'UNESCO devrait mettre davantage l'accent sur la promotion des sciences fondamentales et de l'enseignement des sciences en vue de parvenir à une culture scientifique qui annoncerait une société fondée sur le savoir dans le monde entier, en ayant recours aux divers moyens dont elle dispose et, en particulier, au Programme international relatif aux sciences fondamentales, initiative phare engagée récemment. L'appel des ministres est particulièrement approprié compte tenu de la grande utilité du PISF pour les activités de renforcement des capacités de l'UNESCO, comme l'a souligné le Comité chargé de l'examen d'ensemble des grands programmes II et III, et du fait que le PISF offre à l'Organisation un nouveau moyen de s'acquitter du mandat unique qui est le sien dans le domaine des sciences fondamentales et de l'enseignement des sciences. Comme le Comité chargé de l'examen d'ensemble l'a également souligné, le financement 	Les projets du PISF proposés par les États membres ont mobilisé d'importants investissements extrabudgétaires et ont amorcé un partenariat mondial et régional pour le renforcement des capacités dans le domaine scientifique.	Les projets sélectionnés et exécutés ont encouragé la création de nouvelles capacités ou le renforcement de celles existant déjà afin qu'il y soit davantage fait appel pour la recherche, la formation et l'exploitation des connaissances scientifiques.	

	<p>du Comité chargé de l'examen d'ensemble des grands programmes II et III, a été élaborée et approuvée par le Conseil exécutif à sa 176^e session.</p>	<p>du PISF au sein de l'UNESCO reste très limité jusqu'à présent. Le Conseil scientifique du PISF partage pleinement cette évaluation et recommande vivement une augmentation de 30 % du budget du programme de manière à ce que le PISF puisse répondre aux attentes des États membres et leur fournir les services essentiels dont ils ont besoin. L'expérience acquise par le Programme jusqu'à présent et la stratégie d'action qu'il a élaborée sur cette base lui donnent les outils nécessaires pour œuvrer efficacement à la mobilisation de la coopération régionale et internationale dans le but de renforcer les capacités en matière de sciences et d'enseignement scientifique et de donner des avis scientifiques aux responsables et aux décideurs.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Il conviendrait de trouver des ressources supplémentaires (extrabudgétaires). 			
<p>Renforcement des capacités des institutions nationales et régionales renforcées dans le domaine de la recherche fondamentale en sciences physiques, sciences de la vie et champs interdisciplinaires</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Afin de réaliser les objectifs définis pour l'exercice, diverses activités ont été entreprises de concert avec des partenaires spécialisés comme le CIMPA, l'ASM, l'ICRO, le MCBN, l'UISM, la TWAS et des centres d'excellence comme le CERN et l'IMPA pour la physique et les mathématiques respectivement, ainsi que dans le cadre d'une coopération conjointe entre l'UNESCO et l'ISESCO. • Un soutien a été fourni en vue d'activités de formation de pointe en sciences fondamentales (réunions internationales et régionales, cours de formation et cours d'été, ateliers et bourses à coûts partagés) et de la mise en place de réseaux pour répondre à la nécessité de renforcer les capacités dans les régions et d'exploiter les ressources endogènes existantes. (On citera à titre d'exemples le soutien apporté en vue de la création d'un Centre de ressources biologiques d'Afrique de l'Est, d'un réseau de centres d'excellence pour la conservation et l'utilisation de la diversité microbienne; de réseaux interrégionaux sur la physique des plasmas; de la promotion de l'enseignement des 	<ul style="list-style-type: none"> • Le principal défi consistait à mener une action utile et de plus grande ampleur, avec les crédits limités disponibles au titre du Programme ordinaire. • Constatation de la nécessité d'associer les dirigeants à l'action afin de garantir un engagement institutionnel, ainsi que de la nécessité pour les bureaux de pays des Nations Unies de travailler en étroite collaboration, bien que ce dernier point soit facilité par le biais des PNUAD au niveau des pays. • Il était important de maintenir un échange constant d'informations entre les différentes institutions participant aux activités. • La richesse de la biodiversité de la région est pour les pays un puissant 			

	<p>sciences grâce aux centres associés de l'UNESCO pour l'expérimentation microscopique ; ainsi que le soutien accordé aux activités du South Eastern European Network in Mathematics and Theoretical Physics (SEENET-MTP - Réseau d'Europe du Sud-Est pour les mathématiques et la physique théorique) par l'intermédiaire du Bureau de Venise.) La phase de démarrage de la proposition de Centre régional d'enseignement et de formation biotechnologie en Inde a été marquée par une réunion d'experts qui a rassemblé des spécialistes de la communauté scientifique aux niveaux régional et international afin de déterminer les domaines de compétence existant dans la région et de fixer l'axe prioritaire d'action du centre, a également étudié la structure et le potentiel de travail de base nécessaires pour démarrer des activités dans le cadre des structures existantes et en collaboration avec des partenaires internationaux. Par le biais du CIPT, des activités de renforcement des capacités ont été menées en mathématiques, physique et dans des domaines interdisciplinaires grâce à la coopération internationale, régionale et Sud-Sud. De plus, des scientifiques de pays en développement ont eu accès à de nombreuses revues électroniques grâce au CIPT, à des activités de diffusion scientifique s'adressant aux pays en développement, à la réalisation de travaux de recherche et à l'organisation de formations sur les réseaux à faible largeur de bande et sans fil.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Des activités auxquelles participent des bureaux hors Siège de l'UNESCO se sont poursuivies dans le cadre de la coopération avec le CIUS, par exemple la Conférence UNESCO-CIUS des Académies d'Europe Orientale et du Sud-Est sur les politiques scientifiques mondiales et nationales : le rôle des académies (Chisinau, mai 2007), ainsi que la mise au point sur la coopération UNESCO/CIUS dans la région Asie-Pacifique, d'où il ressort que la gestion des catastrophes constitue l'un des domaines de coopération. 	<p>motif pour faire de la chimie des produits naturels, de la microbiologie et de la biotechnologie des domaines prioritaires de recherche. Promouvoir les deux réseaux régionaux (sur la chimie des produits naturels et sur la microbiologie et la biotechnologie) afin de promouvoir leur rôle dans les divers mécanismes internationaux, régionaux et nationaux de coopération œuvrant dans ce secteur constitue un grand défi pour l'UNESCO. Cependant, comme le soutien de l'UNESCO diminue, les réseaux régionaux ne sont plus aussi actifs qu'auparavant. Il importe de trouver de nouvelles solutions (surtout en matière de financement) pour que les activités des réseaux puissent être maintenues puisque ceux-ci ont un rôle important à jouer et donnent beaucoup de visibilité à l'UNESCO en contribuant à la coopération régionale d'ensemble dans les domaines de la chimie et de la biotechnologie.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Il est intéressant de favoriser, pour la coopération UNESCO/CIUS, un contexte régional décentralisé qui exploitera les mécanismes existants de coopération ainsi que la familiarité du Bureau hors Siège de Jakarta avec les normes culturelles et les façons de travailler de la région. • Bien que le CIUS et l'UNESCO aient profondément le sentiment de partager des préoccupations et des objectifs communs, que les relations entre leurs bureaux régionaux respectifs de Kuala Lumpur et de Jakarta se préparent à prendre un bon départ, et qu'il existe beaucoup 			
--	--	---	--	--	--

		<p>de bonnes idées de programmes que les deux organisations pourraient poursuivre ensemble, la nécessité de trouver d'abord un financement extérieur pourrait en bloquer, ou retarder, la mise en œuvre puisque aucune des deux organisations ne dispose de crédits propres suffisants pour financer les projets envisagés. Il est par conséquent prudent de n'escompter que de modestes réalisations pour le présent exercice ; l'essentiel de l'année 2007 sera probablement consacré au développement de programmes et à la mobilisation de ressources plutôt qu'à la véritable mise en œuvre des projets.</p>			
<p>Formation de scientifiques en sciences fondamentales, en privilégiant les femmes et les jeunes des pays en développement, des PMA et des pays en transition</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Des possibilités de formation ont bénéficié d'un soutien, notamment des bureaux hors Siège afin, en particulier, de favoriser le perfectionnement de jeunes scientifiques et de femmes scientifiques originaires de pays en développement. Parmi ces activités, on compte des cours d'été en mathématiques, et des ateliers de formation de formateurs en optique et en photonique auxquels de nombreuses femmes ont participé ont été organisés. Pour la seule année 2006, le CIPT a organisé 62 ateliers ou séminaires scientifiques et a accueilli 25 activités de ce type dans un large éventail de domaines, ne se limitant pas à la physique théorique. Au total, environ 5 000 scientifiques appartenant à diverses disciplines et venus de 125 pays y ont participé. Parmi eux un certain nombre de jeunes scientifiques venus de PMA pour suivre 12 mois de cours de formation intensive au CIPT pour se préparer à des études ultérieures au niveau du doctorat. • La collaboration avec L'Oréal s'est poursuivie avec l'évaluation et la sélection des lauréats des prix et bourses UNESCO-L'Oréal pour 2006 et 2007 (5 lauréats dans le domaine de la science des matériaux et 15 boursiers dans celui des sciences de la vie), ainsi qu'avec la collaboration et la participation aux activités du Réseau international de femmes ingénieurs et scientifiques (INWES). • Un soutien a également été apporté en vue de 	<ul style="list-style-type: none"> • Des enseignantes ont été encouragées à participer à l'atelier et ont reçu l'aide financière nécessaire. • Des suggestions émanant d'ateliers antérieurs ont été examinées avec beaucoup d'attention et des discussions sont en cours avec les parties prenantes ; les contraintes financières constituent un véritable défi. 			

	<p>la création de la Fédération des sociétés africaines de chimie et de l'établissement d'un nouveau réseau UNITWIN (Cannes, France, juin 2006) sur le thème « femmes, science, technologie et développement » réunissant sept chaires UNESCO qui vise à élaborer un programme de recherche et de formation sur la science et la technologie dans une perspective sexospécifique et à former des femmes et des adolescentes à la gestion durable et participative des ressources en faisant appel aux sciences et aux technologies. Deux forums scientifiques internationaux sur les progrès de la recherche sur la santé, sur les maladies musculo-squelettales (2006) et sur le cancer (2007) ont été organisés au Siège de l'UNESCO à Paris en collaboration avec Paris Match. En tout, nettement plus de 500 femmes ont reçu une formation par le biais de ces activités.</p>				
<p>Renforcement des capacités de recherche et d'enseignement en mathématiques, physique, chimie et sciences de la vie dans certains pays en développement et en transition.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Un certain nombre d'ateliers de formation, de conférences et de cours d'été favorisant le transfert des progrès en sciences fondamentales et promouvant de nouvelles méthodes d'enseignement dans ces domaines ont bénéficié d'un soutien et ont été organisés. Des ateliers ont été organisés pour former des enseignants en physique à des méthodes d'apprentissage actif en optique et en photonique et un manuel de formation intitulé Active Learning in Optics and Photonics Training Manual a été produit ; de jeunes chercheurs en mathématiques ont reçu une formation à l'occasion de trois cours d'été du CIMPA. En collaboration avec des partenaires comme l'ISESCO, l'UICPA, l'International Foundation for Science and the Radmaste Centre de l'Université de Witwatersrand, des ateliers sur les microsciences ont été organisés, notamment par l'intermédiaire des bureaux hors Siège et en collaboration avec les commissions nationales, afin de promouvoir l'utilisation de cet instrument d'enseignement facilement accessible et d'un prix abordable pour les écoles et les instituts de formation des maîtres. Un soutien a de surcroît été fourni en vue de la traduction en russe, arabe et espagnol, entre autres, des matériels d'enseignement et d'apprentissage en microsciences. L'organisation d'ateliers en sciences biologiques et en biotechnologie a 	<ul style="list-style-type: none"> • Entreprendre des activités utiles et de plus grande ampleur avec les crédits limités disponibles au titre du Programme ordinaire constituait le principal défi. Les sciences fondamentales sont enseignées dans l'ensemble du système national d'éducation. Compte tenu des ressources disponibles limitées, le plus grand défi est de mettre en œuvre des activités qui contribuent à perfectionner ce système. • Sélectionner des personnes-ressources expérimentées bien informées et sûres pour faciliter et mener à bien efficacement des ateliers et objectifs de projet était la condition sine qua non du succès des actions au niveau des pays. La coordination avec les autorités locales et les commissions nationales est un facteur clé de la réussite de cette activité. 			

	<p>bénéficié d'un soutien, ce qui a permis la participation de scientifiques de pays en développement. Une proposition extrabudgétaire destinée aux Maldives (formation des enseignants en science) et à Sri Lanka (mise au point de manuels de laboratoire en sciences fondamentales) a été élaborée par l'intermédiaire du Bureau de New Delhi. La mise en œuvre de ces activités est en cours. En biotechnologie et par l'intermédiaire du Bureau de Jakarta, des initiatives nationales des membres du réseau régional de microbiologie et de biotechnologie ont également contribué à la formation de chercheurs qui viennent s'ajouter à ceux formés dans le cadre du cours UNESCO interuniversités de 3^e cycle en biotechnologie qui se déroule actuellement. Des initiatives bilatérales et nationales ont en outre été signalées par des points focaux du réseau régional de microbiologie et de biotechnologie, preuve d'activités de sensibilisation et de la mise en place de nouvelles initiatives en collaboration. La Thaïlande à elle seule a fait état d'une huitaine d'initiatives de ce type en 2006.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Des revues scientifiques portant sur la biotechnologie et un accès en ligne à l'information scientifique la plus récente ont été fournis à un certain nombre d'institutions de pays en développement grâce à une collaboration avec des partenaires comme l'ASM, l'EJB et RIS. 				
<p>Renforcement des capacités régionales et nationales pour la prévention du VIH/SIDA</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Dans le cadre du budget - plan de travail intégré de l'ONUSIDA (BPTI) pour 2006-2007, et grâce, notamment au projet intitulé « Les réactions des universités africaines au VIH/SIDA par le truchement des facultés des sciences », plusieurs activités ont été menées à bien. • Un atelier sur la réforme des programmes de 24 universités de 5 pays d'Afrique (Botswana, Érythrée, Kenya, Ghana et Rwanda) a été organisé en avril 2006 ; un autre atelier de formation sur l'intégration du VIH/SIDA dans les programmes des universités ghanéennes a été organisé en décembre 2006. Sept établissements d'enseignement supérieur y ont participé. Un soutien a été fourni à des ateliers visant à sensibiliser le corps professoral et les 	<ul style="list-style-type: none"> • Sélectionner des personnes-ressources expérimentées, bien informées et sûres pour faciliter et mener à bien efficacement des ateliers et objectifs de projet était une condition sine qua non du succès des actions au niveau des pays. La coordination avec les autorités locales et les commissions nationales est un facteur clé de la réussite de cette activité. 			

	<p>étudiants à la nécessité d'intégrer la question du VIH/SIDA dans les cours d'ingénierie et de science de 19 des universités participantes. Du matériel convivial, destiné aux jeunes, et des rapports d'ateliers ont été diffusés auprès de toutes les universités participantes. Un soutien financier a également été accordé pour établir un rapport rendant compte d'une étude de l'impact de l'éducation par les pairs sur la prévention du VIH parmi les étudiants de l'Université Kenyatta.</p> <ul style="list-style-type: none"> Des contacts préliminaires ont été pris afin d'élaborer un projet visant à recenser des établissements/des scientifiques en vue de créer un réseau de chercheurs et de spécialistes africains de la communication scientifique sur le VIH et le SIDA. La phase II du projet « Families First Africa », financée par des crédits extrabudgétaires, a été approuvée en juillet 2007 et des activités préliminaires de renforcement des capacités ont débuté au Cameroun. 				
--	---	--	--	--	--

Paragraphe 02212 - Axe d'action 2 : Renforcement des capacités pour l'enseignement des sciences, de l'ingénierie et de la technologie

Budget ordinaire (arrondi au millier de dollars)	
Planifié : 556 000	Effectif : 547 000

Résultats escomptés du 33 C/5	Réalizations	Défis/enseignements tirés	Rapport Coût-efficacité	Durabilité (indicateurs ou mesures)	Recommandations du Conseil exécutif
<p>Davantage d'intérêt pour l'ingénierie, les sciences et la technologie chez les jeunes et les responsables politiques</p>	<ul style="list-style-type: none"> L'intérêt des jeunes et des décideurs pour l'EST et leur sensibilisation dans ce domaine ont été encouragés par des activités telles que le prix Mondialogo des sciences de l'ingénieur (dont la deuxième édition s'est terminée par un colloque et une cérémonie de remise de prix à Mumbai en décembre 2007). L'EST a également été au cœur du Congrès mondial pour l'ingénierie et l'éducation, dont le thème était la mobilité des ingénieurs (Budapest, mars 2006), de la Conférence internationale sur l'ingénierie, la technologie et l'innovation dans les petites et moyennes entreprises (Cracovie, 2007), du Séminaire international sur l'apprentissage fondé sur les problèmes et l'enseignement de l'ingénierie qui s'est tenu en septembre 2007 à l'Université d'Aalborg 	<ul style="list-style-type: none"> L'une des principales difficultés auxquelles se heurtent les sciences de l'ingénieur et la technologie dans le monde est liée à la baisse de l'intérêt des jeunes pour l'EST et à la diminution de leurs effectifs dans ces matières, avec les conséquences néfastes qui s'ensuivent pour le renforcement des capacités et le développement, en particulier dans les pays en développement. Cette difficulté va de pair avec le principal problème auquel les activités d'EST se heurtent à l'UNESCO, puisque pèsent également sur elles la limitation et la baisse des ressources humaines et financières qui leur sont 			

	<p>(Danemark), en coopération avec la nouvelle chaire UNESCO d'apprentissage fondé sur les problèmes d'éducation technologique, et de la Conférence mondiale sur l'éducation scientifique et technologique (Perth, juillet 2007). Un accent particulier a été placé sur les décideurs lors de la Réunion de consultation sur l'intégration de la science et de la technologie dans les politiques nationales de développement (Mombasa, septembre 2006). Diverses activités internationales sont organisées pour promouvoir l'EST, notamment avec la Convention mondiale des ingénieurs 2008. L'accent a également été placé sur le genre et l'EST, en particulier lors du colloque international sur le thème « Promouvoir la place des femmes dans l'ingénierie : efforts globaux pour renforcer le rôle des femmes localement » (Tunis, juin 2007).</p>	affectées.			
<p>Resserrement de la coopération internationale dans le domaine des sciences et de l'ingénierie au service du développement</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La coopération internationale a été renforcée par la constitution et le renforcement de réseaux et de partenariats, en particulier avec la Fédération mondiale des organisations d'ingénieurs (FMOI), le Conseil international des sciences de l'ingénieur et de la technologie (ICET), le Conseil des académies d'ingénierie et de sciences technologiques (CAETS), Ingénieurs sans frontières, Ingénieurs pour un monde durable et les Ingénieurs contre la pauvreté. Parmi les activités, on citera la co-organisation de la conférence internationale « Innovation en vue du développement » en mai 2007 avec l'Association européenne pour le transfert des technologies, de l'innovation et de l'information industrielle (TI), le soutien à une réunion d'Ingénieurs sans frontières pour l'Europe à Trente en mars 2007, la mise en place d'une activité de prospective conjointement avec l'Université d'Aix-la-Chapelle lors de la manifestation « Scénarios de l'avenir : Vision de la technologie et modèles sociaux à l'ère des risques mondiaux » qui s'est tenue en octobre 2007. On s'est aussi employé à mettre en place le Réseau de connaissances technologiques, ou TecKnowNet. Parmi les autres coopérations on citera la préparation de la Convention mondiale des ingénieurs 2008 (qui se tiendra au Brésil), du Congrès international d'ingénierie (Ingénierie 2010 : Technologie, innovation et production au service du développement 				

	<p> durable », qui se tiendra à Buenos Aires, et de la Convention mondiale des ingénieurs qui aura lieu à Genève. La coopération internationale a également concerné le Forum mondial sur le renforcement des capacités en matière de science, de technologie et d'innovation dans une optique de croissance durable et de réduction de la pauvreté au sein du Groupe d'experts de la Banque mondiale et de l'ONUDI sur l'avenir de la prospective technologique (février et mars 2007).</p>				
<p>Élaboration de matériels d'enseignement et d'information en sciences, ingénierie et technologie en coopération avec des universités et des institutions compétentes</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Des matériels d'information, d'apprentissage et d'enseignement ont été élaborés, financés et publiés dans le domaine des sciences de l'ingénieur et de la technologie, avec un dossier de l'UNESCO intitulé « Incubation d'entreprises technologiques » (qui s'est révélé si populaire qu'il est pratiquement épuisé et qu'il a également été publié en chinois, en japonais et en farsi) et des « Indicateurs de genre dans l'ingénierie, la science et la technologie ». D'autres dossiers sont en voie d'élaboration dans la collection « Science et technologie au service du développement ». Le projet de bibliothèque virtuelle soudanaise d'ingénierie à l'Université de Khartoum a rencontré un grand succès et a joué le rôle de service miroir pour le projet de ressources éducatives ouvertes du MIT au Soudan, dans le cadre du programme de ressources éducatives ouvertes de l'Université de Khartoum, et de modèle pour la bibliothèque virtuelle des universités soudanaises. Un dossier sur le renforcement des capacités en matière de gestion d'actifs est en cours d'élaboration. Une activité importante a été lancée en 2007 : le premier rapport mondial de l'UNESCO sur l'ingénierie, sous l'angle des problèmes et défis pour le développement. L'élaboration d'une nouvelle publication sur le thème de la technologie, des politiques et de la réduction de la pauvreté a également été lancée. Parmi les réalisations connexes, on citera la constitution d'un centre de documentation électronique sur la technologie pour les petites entreprises en Afrique et la facilitation de l'intégration des questions de technologie dans les politiques d'élimination de la pauvreté en Afrique. 				
<p>Reconnaissance du rôle que jouent</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le rôle et l'application des sciences, de 				

<p>les sciences, l'ingénierie et la technologie comme vecteurs de la réalisation des objectifs de développement durable. Amélioration des capacités de gestion des actifs matériels</p>	<p>l'ingénierie et de la technologie ont été promus sur le terrain et dans le cadre de diverses instances, notamment du Forum international sur l'ingénierie et la technologie au service de la réduction de la pauvreté et de l'Atelier international sur l'ingénierie au service de l'élimination de la pauvreté et de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement, co-organisés avec la South Africa Institution of Civil Engineers en février 2006 et novembre 2007, de « l'Atelier international sur la formation des ingénieurs au service du développement durable » (Université de Tsinghua, novembre 2006) et de la Conférence internationale sur l'ingénierie et les énergies durables au service des pays en développement (Rio de Janeiro, août 2007). Au titre du renforcement des capacités de gestion des actifs, un dossier UNESCO a été élaboré, qui rassemble des matériels d'enseignement et d'apprentissage dans ce domaine.</p>				
---	---	--	--	--	--

Paragraphe 02213 - Axe d'action 3 : Sources d'énergie renouvelables pour le développement

Budget ordinaire (arrondi au millier de dollars)	
Planifié : 576 000	Effectif : 574 000

Résultats escomptés du 33 C/5	Réalizations	Défis/ enseignements tirés	Rapport Coût-efficacité	Durabilité (indicateurs ou mesures)	Recommandations du Conseil exécutif
<p>Renforcement des capacités de formation en matière d'énergies renouvelables dans certains pays en développement</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Poursuite de la mise en œuvre du Programme mondial d'éducation et de formation en matière d'énergies renouvelables (GREET), l'accent étant mis en particulier sur son volet africain. • Organisation d'une série d'ateliers et de séminaires de formation nationaux/régionaux sur le recours aux énergies renouvelables et leurs applications. • Organisation du Cours annuel d'été de l'UNESCO sur le thème « L'électricité solaire au service des zones rurales et isolées » destiné à des participants de pays en développement. • Production de manuels et matériels pédagogiques/ d'apprentissage. • Partage de connaissances scientifiques et 	<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration des capacités locales en matière de gestion, d'utilisation et de maintenance des systèmes d'énergies renouvelables. • Développer l'accès, dans les pays en développement, aux connaissances scientifiques théoriques et appliquées nécessaires à l'adaptation et à l'application des nouvelles technologies de l'énergie aux priorités et besoins locaux. • Compte tenu du caractère mondial des défis en matière d'énergie et du rôle de l'énergie pour le développement durable, il sera nécessaire de disposer de compétences locales en la matière et de diffuser localement les connaissances scientifiques et les 			

	<p>technologiques grâce au soutien à des conférences et expositions internationales sur les énergies renouvelables.</p>	<p>technologies correspondantes.</p>			
<p>Renforcement des capacités en matière d'élaboration de la politique énergétique dans différentes régions, notamment en Afrique et dans les petits États insulaires en développement</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des capacités des parlementaires en matière de législation et de politiques relatives aux énergies renouvelables dans les pays de la CEDEAO. • Organisation d'une conférence régionale de l'UNESCO au niveau ministériel sur « Le rôle stratégique des énergies renouvelables pour le développement durable en Asie centrale » destinée à recenser les priorités et défis de la région en matière d'énergie, ainsi qu'à définir un plan d'action régional dans ce domaine. • Organisation d'une Conférence ministérielle ayant pour thème « L'énergie dans un monde en mutation » afin de discuter de sujets tels que les enjeux de l'énergie, le rôle de la science dans le développement énergétique durable, et la réduction de la pénurie énergétique. • Appui technique à la Communauté des États sahélo-sahariens (CEN-SAD) ainsi qu'à la Commission de l'énergie pour l'Afrique (AFREC). • Collaboration avec d'autres entités du système des Nations Unies par le biais d'ONU-Énergie. 	<ul style="list-style-type: none"> • Développement de compétences locales en matière de formulation des politiques énergétiques et de planification. • Recherche de solutions viables pour favoriser la coopération internationale visant à améliorer l'accès à l'énergie, promouvoir le développement durable et atténuer les effets du changement climatique. • Les activités s'adressant aux décideurs/responsables des politiques aident à mieux comprendre le rôle des énergies renouvelables dans le système énergétique mondial, en particulier l'électrification rurale. • Le partenariat avec le groupe ONU-Énergie doit encore être développé. 			
<p>Établissement de modèles pour le renforcement des capacités dans le domaine des énergies renouvelables</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Élaboration et mise en œuvre d'une plateforme de formation permettant d'organiser des séminaires et activités de formation d'une durée d'une semaine. • Formation de formateurs. • Mise en place d'un village solaire pilote au Cameroun devant servir de modèle à reproduire. • Installation d'un système d'alimentation en électricité solaire dans une école rurale au Lesotho. • Production d'une publication sur les enseignements tirés et les meilleures pratiques. • Soutien aux réseaux régionaux. 	<ul style="list-style-type: none"> • Recours aux énergies renouvelables comme outil majeur du développement durable. • L'accès à l'énergie pour l'élimination de la pauvreté. • Atténuation des effets du changement climatique et protection de l'environnement. • Le besoin de développer davantage les activités pilotes et les modèles se fait fortement sentir compte tenu de : (i) leur rôle catalytique ; (ii) leur caractère novateur ; (iii) leur effet multiplicateur ; (iv) leur valeur ajoutée. • La production d'une publication sur les enseignements tirés et les meilleures pratiques est un moyen d'inspirer et de guider d'autres 			

institutions et communautés.

Paragraphe 02214 - Axe d'action 4 : Prévention des catastrophes et préparation à y faire face

Budget ordinaire (arrondi au millier de dollars)

Planifié : 574 000

Effectif : 574 000

Résultats escomptés du 33 C/5	Réalisations	Défis/ enseignements tirés	Rapport Coût-efficacité	Durabilité (indicateurs ou mesures)	Recommandations du Conseil exécutif
Renforcement des réseaux et des capacités pour l'évaluation des risques naturels et la réduction accrue des risques de catastrophe	<ul style="list-style-type: none"> Renforcement des réseaux régionaux et nationaux de partage des connaissances et de renforcement des capacités en matière de mitigation des risques sismiques dans les régions de la Méditerranée et de l'Asie. Des plates-formes ont été mises à disposition en vue de partenariats et de la collaboration entre spécialistes des données sismologiques et des techniques de l'ingénieur dans ces mêmes régions. La possibilité de mettre en place de nouveaux réseaux régionaux a été étudiée. L'UNESCO a poursuivi la mise au point et l'exécution du plan d'action de Tokyo 2006 sur les glissements de terrain. La promotion et le partage des pratiques relatives à la réduction des risques de glissement de terrain ont été facilités au sein d'un groupe de 50 spécialistes et institutions du monde entier. Le réseau sismologique national libyen a été inauguré. Des activités de renforcement des capacités et de formation ont été menées pour permettre aux techniciens et sismologues de vérifier le réseau. 	<ul style="list-style-type: none"> L'UNESCO devrait s'attacher à jouer un rôle moteur dans la promotion et la mise en œuvre du Plan d'action de Tokyo sur les glissements de terrain, compte tenu de la visibilité dont a bénéficié l'Organisation avec l'adoption de ce plan. Le renforcement et la revitalisation des plates-formes régionales de réduction des risques de catastrophe restent un objectif à poursuivre. Les programmes régionaux de réduction des pertes dues aux séismes dans les régions de l'Asie et de la Méditerranée continuent de représenter d'importants efforts qui ont besoin d'être intensifiés. Il est nécessaire de mobiliser des ressources supplémentaires afin de lancer de nouveaux projets régionaux. Les partenariats et la collaboration entre différents groupes d'experts et d'institutions ont joué un rôle important dans le renforcement des activités régionales en matière de réduction des risques de séismes et de glissements de terrain. 	Les efforts fructueux déployés par l'UNESCO, tant sur le plan humain que financier, pour l'organisation d'ateliers régionaux consacrés à la réduction des risques sismiques dans les régions de l'Asie et de la Méditerranée, ainsi que de réunions mondiales sur les glissements de terrain, ont mobilisé d'importantes ressources extrabudgétaires et mis en route des réseaux mondiaux et régionaux.	<p>Des réseaux et des mécanismes régionaux ont été mis en place.</p> <p>Des pays ont bénéficié de programmes de renforcement des capacités.</p> <p>Des établissements techniques et d'enseignement ont pris part à des activités menées en collaboration.</p> <p>Des manifestations ont été organisées et coparrainées.</p>	
Promotion d'une culture de la préparation aux catastrophes et renforcement de la résilience pour surmonter la catastrophe	<ul style="list-style-type: none"> L'UNESCO a continué de jouer son rôle dans la mise en œuvre du Cadre d'action de Hyogo sur la résilience aux catastrophes 2005-2015 adopté lors de la Conférence mondiale sur la prévention des catastrophes à Kobe (Japon), en 2005. Des partenariats pour le volet éducation du Cadre d'action de Hyogo ont été encouragés. L'accent a été mis sur l'action en faveur des réseaux de connaissances au 	<ul style="list-style-type: none"> Le rôle de chef de file joué par l'UNESCO dans la promotion de l'éducation à la prévention des catastrophes, en partenariat avec la SIPC et d'autres institutions du système des Nations Unies doit être encore développé. L'UNESCO devrait tirer parti de la visibilité dont elle jouit en coordonnant 	Le rôle clé joué par l'UNESCO au sein du groupe de la SIPC pour l'éducation au service de la réduction des risques de catastrophe a été au cœur d'un mouvement mondial réunissant divers acteurs parmi les États membres de	<p>Organisation et coparrainage d'événements en rapport avec l'éducation et la réduction des risques de catastrophe.</p> <p>Plusieurs organisations et institutions ont pris part à des activités menées en</p>	

	<p>service de la prévention des catastrophes, ainsi que de la promotion de l'éducation relative à la réduction des risques de catastrophe. L'UNESCO conserve son rôle de responsable au sein du Programme interinstitutions des Nations Unies sur les connaissances et l'éducation qui vise à améliorer le partage de l'information et les connaissances en matière de préparation aux catastrophes. L'Organisation a joué un rôle stratégique dans le domaine de l'éducation aux catastrophes lors des préparatifs de la première session du Dispositif mondial pour la réduction des risques de catastrophe qui s'est tenue à Genève en juin 2007. La campagne mondiale 2006-2007 sur l'éducation à la prévention des catastrophes a été lancée en juin 2006 au Siège de l'UNESCO. Elle a été une source d'inspiration pour de nombreux acteurs de la sécurité scolaire et de l'éducation à la prévention des catastrophes. Des conférences et ateliers internationaux, ainsi que des expositions, organisés et coparrainés par l'UNESCO, de même que la production d'outils pédagogiques, ont permis à des scientifiques et spécialistes d'échanger des informations et des connaissances sur l'éducation et les connaissances locales au service de la prévention des catastrophes et ont mis davantage en relief le rôle de l'UNESCO dans la promotion de l'éducation et de la sensibilisation au service de la prévention des catastrophes.</p>	<p>l'éducation à la prévention des catastrophes.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les activités de l'UNESCO dans le domaine de l'éducation à la prévention des catastrophes illustrent bien la collaboration intersectorielle (entre les secteurs SC et ED). 	<p>l'ONU, la société civile et la communauté des ONG.</p>	<p>collaboration.</p> <p>Des dossiers et des outils pédagogiques sur l'éducation relative à la réduction des risques de catastrophe ont été produits et rassemblés.</p>	
<p>Fourniture d'avis techniques aux institutions nationales sur les opérations de relèvement après une catastrophe et les mesures à prendre pour réduire les risques de catastrophes y compris des mesures tenant compte des sexospécificités</p>	<ul style="list-style-type: none"> • L'UNESCO a aidé les communautés et les autorités du Cachemire à reconstruire et à améliorer leur système éducatif. • Des missions et des initiatives ont également été menées après les séismes qui ont frappé la République islamique d'Iran et le Pérou. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les recherches et les initiatives qui suivent une catastrophe naturelle sont multidisciplinaires et intersectorielles, et appellent des approches fondées sur la collaboration entre institutions, notamment dans le cadre de l'application du principe de l'unité d'action du système des Nations Unies. Elles nécessitent également une approche particulière tenant compte des sexospécificités pour veiller à ce que toutes les victimes reçoivent l'information et l'aide requises. 		<p>Mise à disposition de compétences.</p> <p>Plusieurs pays ont adopté/amélioré la planification de la réduction des risques de catastrophe.</p>	

Sous-programme II.2.2 - Politiques scientifiques et technologiques au profit du développement durable

Paragraphe 02221 - Axe d'action 1 : Promotion de la concertation et du renforcement des capacités pour la formulation des politiques dans le domaine des sciences, des technologies et de l'innovation

Budget ordinaire (arrondi au millier de dollars)	
Planifié: 1 104 000	Effectif : 1 317 000

Résultats escomptés du 33 C/5	Réalisations	Défis/enseignements tirés	Rapport Coût-efficacité	Durabilité (indicateurs ou mesures)	Recommandations du Conseil exécutif
Amélioration de la formulation des politiques et stratégies scientifiques et technologiques et perfectionnement des mécanismes y afférents	<ul style="list-style-type: none"> Diffusion en ligne et sur papier des directives de l'UNESCO pour la formulation de politiques ainsi que d'exemples de politiques scientifiques élaborées avec l'aide de l'Organisation. Développement du renforcement des capacités dans le domaine des indicateurs scientifiques et technologiques au moyen d'ateliers de formation régionaux, en coopération avec l'ISU. Adoption par le Lesotho, le Nigéria, la Mongolie et le Rwanda de politiques scientifiques et technologiques élaborées avec l'aide de l'UNESCO. 	<ul style="list-style-type: none"> Il est nécessaire de coopérer plus étroitement avec les autres organismes des Nations Unies travaillant dans ce domaine, à savoir l'ONUDI et la CNUCED. L'unité d'action du système des Nations Unies dans le domaine des sciences, des technologies et de l'innovation représente le principal défi pour l'UNESCO. 	La coopération avec certains organismes des Nations Unies et autres organisations internationales telles que l'ISESCO, ainsi que le généreux soutien de quelques donateurs, à savoir le Japon et le Royaume-Uni, ont permis d'utiliser les ressources de l'UNESCO comme fonds de départ.	L'ensemble des directives, des documents d'orientation sur les sciences, les technologies et l'innovation, et des textes issus des grandes conférences sont publiés et accessibles sur le site Web ; le nombre de pays ayant répondu à l'enquête de l'UNESCO sur les sciences et les technologies augmente, et la qualité de leurs contributions au questionnaire de l'IUS s'améliore.	
Simplification par les universités de l'accès aux connaissances sur les questions de science, de technologie et d'innovation	<ul style="list-style-type: none"> L'EOLSS est gratuitement mise à la disposition de toutes les universités des PMA ; des pays tels que l'Inde, la Roumanie et Maurice y ont également librement accès. 	<ul style="list-style-type: none"> La faible infrastructure des TIC dans les universités d'Afrique est un sérieux obstacle. 	Le coût total (y compris les coûts de personnel) de l'EOLSS est couvert grâce aux ressources extrabudgétaires.	Élargissement du libre accès à toutes les universités des pays en développement.	
Promotion de la gouvernance participative des systèmes nationaux et régionaux de science et de technologie	<ul style="list-style-type: none"> Établissement d'un Forum sous-régional sur les politiques scientifiques pour l'Europe du Sud-Est en Roumanie (juin 2007) ; création du Forum sur les politiques scientifiques pour l'Asie du Sud et du Sud-Est à Delhi, Inde (novembre 2007) ; organisation du Forum mondial de la science à Budapest en novembre 2007. Poursuite du renforcement des capacités en matière d'innovation scientifique et technologique, l'accent étant mis sur le développement et les parcs scientifiques et technologiques ; formation de plus de 100 spécialistes d'Afrique, des États arabes et d'Asie ; renforcement de la coopération avec 	<ul style="list-style-type: none"> Les textes issus de ces forums se résument encore à des recommandations générales et des déclarations d'intention ; il faut veiller à mettre davantage l'accent sur les actions. Il est absolument nécessaire de collaborer étroitement avec d'autres organismes des Nations Unies, en l'occurrence l'ONUDI, dans ce domaine. 	Tous ces forums ont été organisés en coopération avec d'autres organismes régionaux et/ou internationaux (ALECSO, TWAS, ISESCO et CIUS) et grâce à la généreuse contribution des pays hôtes, notamment la Hongrie.	La participation de l'UNESCO reste nécessaire car le concept de ces forums est nouveau.	

	des associations internationales, l'Association internationale des technopoles (IASP) et la World Technopolis Association (WTA) ; lancement de projets pilotes régionaux en Égypte pour les États arabes.				
Intensification de la coopération régionale entre scientifiques	<ul style="list-style-type: none"> Fourniture d'un appui à l'Organisation israélo-palestinienne pour la science (IPSO). L'IPSO a lancé deux appels de propositions qui ont suscité de nombreuses réponses au sein de la communauté scientifique, tant en Israël que dans la population palestinienne. Elle est désormais pleinement opérationnelle et se procure des fonds extérieurs pour ses projets. L'UNESCO continue de fournir des fonds de départ afin de promouvoir une plus grande coopération entre scientifiques. 	<ul style="list-style-type: none"> Compte tenu de la situation politique, il est plus difficile de faire participer des scientifiques de Cisjordanie et de Gaza. 	La contribution de l'UNESCO s'est limitée à la tenue du Conseil scientifique international de l'IPSO, ce qui a permis de mobiliser plus d'un million de dollars.	La durabilité de l'IPSO dépend dans une large mesure du contexte politique dans la région.	
Amélioration de la compréhension du rôle des sciences comme vecteur du patrimoine commun et de la coopération	<ul style="list-style-type: none"> Organisation d'expositions et de colloques internationaux sur l'histoire de la science et de la technologie dans les pays islamiques (à Istanbul, Kuala Lumpur et Paris) afin de démontrer que la science est un patrimoine commun. 	<ul style="list-style-type: none"> Cette approche s'est avérée très efficace : il faut poursuivre les efforts. 	La contribution de l'Institut d'histoire de la science et de la technologie arabo-islamique (Allemagne) a été déterminante, tout comme la coopération avec l'ISESCO et le Gouvernement malaisien, ce qui a permis de réaliser cet important projet.	Une série de publications, y compris des catalogues, déjà publiée ; les textes issus des colloques sont consultables en ligne.	

Paragraphe 02222 - Axe d'action 2 : Coopération entre les îles et les régions pour un développement durable des petits États insulaires en développement (PEID)

Budget ordinaire (arrondi au millier de dollars)

Planifié: 630 000

Effectif : 625 000

Résultats escomptés du 33 C/5	Réalisations	Défis/enseignements tirés	Rapport Coût-efficacité	Durabilité (indicateurs ou mesures)	Recommandations du Conseil exécutif
Définition des priorités correspondant aux besoins de développement durable des PEID	<ul style="list-style-type: none"> Présentation à l'ONU de deux rapports intersectoriels d'ensemble (2006 ; 2007) détaillant les mesures prises par l'UNESCO pour mettre en œuvre la résolution 60/194 de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le suivi et l'application de la Stratégie de Maurice. Mise à jour, à l'aide des informations les plus récentes, d'un site Web de l'Organisation consacré à la question (www.unesco.org/en/sids), et établissement (en anglais, français et espagnol) et large diffusion de brochures et de publications (Modes de vie durables dans les îles : la 	<ul style="list-style-type: none"> Le développement durable des PEID a donné lieu à une très large collaboration intersectorielle. Les États membres appartenant à cette catégorie se sont vivement félicités du site Web consacré à ce sujet ainsi que des documents publiés qui rendent compte, à l'échelle de l'Organisation, des projets et programmes relatifs aux PEID. Le développement durable exige une approche globale appelant une action intersectorielle, mais cela est difficile 			

Stratégie de Maurice en action) décrivant les activités de l'UNESCO dans les PEID.

- L'initiative intitulée Vision des jeunes sur la vie dans les îles (YV) a offert des possibilités de renforcement des capacités aux jeunes pour qu'ils puissent donner suite aux questions liées au développement durable. Principaux partenaires : Fondation Lighthouse (Allemagne), Section de la jeunesse de l'UNESCO, Youth for a Sustainable Future Pacifika, TakingItGlobal ONUSIDA, et des organisations locales de la jeunesse. Les projets relevaient de trois thèmes principaux : l'environnement, la culture et l'emploi. Au total, 35 projets ont été mis en œuvre : 8 dans la région AIMS (Atlantique, océan Indien, Méditerranée et sud de la mer de Chine), 11 dans les Caraïbes et 16 dans le Pacifique. Huit projets relatifs au VIH/SIDA ont été exécutés.

- Fourniture d'un appui au partenariat entre l'UNESCO-UNITWIN et le Consortium des universités des petits États insulaires en développement, officialisé au début de 2007.

à mettre en pratique dans les PEID. L'éloignement de nombreuses îles, ainsi que l'accès Internet limité, nuisent à l'efficacité de la communication. En outre, les frais de voyage nécessaires pour réunir les îliens limitent les actions régionales et interrégionales. Il faut adapter les activités aux réalités et priorités locales et ne pas appliquer une approche unique. Dans ce contexte, les bureaux hors Siège sont des médiateurs essentiels en raison de leur proximité et de leur connaissance approfondie des situations locales.

- De nombreux jeunes commencent sans aucune expérience en matière de gestion de projets et d'établissement de rapports. L'initiative est donc devenue un exercice majeur de renforcement des capacités, ce qui est indéniablement un des résultats les plus importants (des modèles ont été créés pour guider les animateurs de groupes de jeunes en matière d'établissement de rapports et de gestion d'états financiers ; ces animateurs étaient tenus de prendre comme partenaire une organisation de jeunes afin de faciliter la mise en œuvre). Les projets s'enlisent lorsque les dirigeants de mouvements de jeunesse quittent leurs fonctions à l'improviste ou prennent d'autres engagements sans préavis ; compte tenu de la lenteur et du coût élevé des réseaux de télécommunications dans les îles en développement, les échanges d'informations sont irréguliers et inadaptés.

Le meilleur moyen d'utiliser les ressources disponibles était souvent la création de partenariats donnant lieu à des contributions en nature. Les jeunes étaient encouragés à chercher d'autres sponsors au sein de la communauté locale. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, par exemple, l'Office national des pêches a gratuitement dispensé une formation pour la construction d'une exploitation piscicole. En Nouvelle-Zélande, un homme d'affaires local et un tuteur de cours en niouéen ont versé un don visant à couvrir les dépenses de ces cours pour qu'ils puissent être offerts gratuitement.

La création d'un partenariat avec TakingItGlobal (communauté de jeunes en ligne) et Youth for a Sustainable Future Pacifika (réseau de jeunes en ligne) a permis de créer un réseau réunissant des milliers de jeunes.

- Mise en place d'un « Réseau national de surveillance des ressources en récifs coralliens » par l'intermédiaire du Bureau de Jakarta, en collaboration avec le Ministère indonésien des affaires marines, le LIPI (Institut indonésien des sciences), des universités nationales, des ONG et l'UNESCO. Fourniture d'un appui à un projet modèle de surveillance et d'évaluation des ressources marines dans l'ouest de Sumatra.
- Fourniture d'une assistance pour la création d'un réseau d'aires marines protégées et le lancement d'une base de données nationale sur ces aires en Indonésie, l'objectif étant d'établir un système global et fiable d'appui à la prise de décisions concernant l'état des aires marines protégées en Indonésie.
- Production de supports d'information et de publication, tels qu'un film documentaire, des suppléments de journaux, des affiches et un portail Web national concernant la réduction des risques de catastrophe côtiers et multi-aléas au niveau local. Sensibilisation accrue moyennant une étroite collaboration avec le gouvernement et des acteurs non gouvernementaux. Renforcement de la coopération avec d'autres organismes des Nations Unies dans le cadre du Groupe de travail technique national des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes.

- Bien que les fonds du Programme ordinaire aient été limités, les efforts ciblés déployés par le Bureau de Jakarta en faveur d'un réseau d'aires marines protégées dans un pays ont débouché sur une étroite collaboration des parties prenantes ainsi que sur la fourniture de fonds de contrepartie par des organismes gouvernementaux.

Des activités de mise en réseau et de coopération multipartites ont été menées, notamment l'établissement d'un « Réseau national de surveillance des ressources en récifs coralliens » entre le Ministère indonésien des affaires marines, le LIPI (Institut indonésien des sciences) et l'UNESCO. La base de données sur les aires marines protégées spécifique aux ressources existe désormais en Indonésie.

La participation des communautés à la réduction des risques de catastrophe a été maintenue depuis la fin de la première phase de l'intervention de l'UNESCO sur les îles Nias. Les 20 facilitateurs et formateurs de communautés formés ont été contactés par Save the Children, le PNUD, SurfAid et d'autres organisations présentes sur les îles Nias pour qu'ils utilisent leurs compétences et leur expérience aux fins d'élargir les efforts de sensibilisation.

Le portail Web national concernant la réduction des

				risques de catastrophe au niveau local est tenu à jour et amélioré par un réseau de parties prenantes.	
Élaboration de stratégies pour définir des voies de développement durable dans les PEID	<ul style="list-style-type: none"> • Représentation de l'UNESCO à la réunion interrégionale parrainée par le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU en vue de faire avancer l'application de la Stratégie de Maurice (Rome, novembre 2006). • La mise en réseau des délégations permanentes auprès de l'UNESCO établies en Europe a été facilitée afin d'aider à mieux définir les questions intéressant les PEID et de renforcer la coopération interrégionale. • Par l'intermédiaire du Bureau d'Appia, une aide a été fournie pour élaborer et affiner une étude approfondie intitulée « Développement durable : point de vue des îles du Pacifique » - une initiative conjointe du Centre du Pacifique pour le développement durable (PACE-SD) à l'Université du Pacifique Sud -, ainsi que pour établir la note d'information sur la politique scientifique et technologique dans le Pacifique sous la direction de l'Université nationale d'Australie à Canberra. • Une stratégie de la société civile pour le développement durable a été élaborée dans la région AIMS. 			Le fait de faciliter la mise en réseau des délégations permanentes des PEID auprès de l'UNESCO établies en Europe jette les fondements d'une meilleure coopération interrégionale.	
Intensification du partage des connaissances sur l'environnement entre PEID, y compris entre régions	<ul style="list-style-type: none"> • Le projet Sandwatch, axé sur la surveillance des plages, la gestion durable et l'EDD, a été étendu dans trois régions. Suite à l'intérêt manifesté par des États membres, l'approche Sandwatch a été adaptée : aux rivières et mangroves dans les Caraïbes ; aux rivières dans le Pacifique ; et aux approches locales dans l'océan Indien. Deux projets pilotes ont été lancés en collaboration avec le Bureau de Kingston : le premier, en Dominique, porte sur RiverCare (45 chefs de camp ont été formés pour organiser des camps d'été sur RiverCare et Sandwatch réunissant plus de 650 étudiants) ; et le second, en Jamaïque, concerne l'initiative SHED (Écoles luttant contre la dégradation de l'environnement) - des enseignants du primaire et du secondaire dans la région du bassin versant du Parc national John Crow et Blue Mountain ont débattu de la 	<ul style="list-style-type: none"> • Le fait de réunir la communauté mondiale autour de Sandwatch a donné lieu à un échange sans précédent d'informations et de données d'expérience concernant des activités et des projets relatifs au développement durable et à l'EDD. 		Une exposition régionale sur Sandwatch, organisée par la Commission nationale de Trinité-et-Tobago en décembre 2006, a démontré comment les États s'approprièrent le projet ainsi que la durabilité et viabilité à long terme de ce dernier. Cela est également illustré par les solides contributions (22 équipes Sandwatch établies dans des pays à travers le monde) apportées au bulletin sur le changement climatique. Les organisations	

formulation du manuel SHED concernant les bassins versants et y ont contribué. Le manuel Sandwatch, traduit en français et en espagnol, est désormais accessible par un plus large public. Le manuel et ses outils sont actuellement utilisés avec succès par des écoles situées sur des îles (21 au total).

- Un site Web régulièrement mis à jour (www.sandwatch.org) a été créé, et huit bulletins électroniques trimestriels portant sur un large éventail de questions, notamment le changement climatique, ont été élaborés et largement diffusés. Ces deux outils de mise en réseau ont permis d'échanger des nouvelles et des informations sur des activités à l'échelle planétaire.

- Les responsables de Sandwatch se sont montrés très désireux d'intervenir et de faire connaître leurs expériences. Le site Web et les bulletins périodiques se sont révélés extrêmement utiles en tant qu'outils de mise en réseau et de partage de l'information.

partenaires et le personnel hors Siège de l'UNESCO souhaitent vivement poursuivre l'initiative, considérée comme un outil de renforcement des capacités novateur. Certains jeunes ont réussi à maintenir leurs projets initiaux au moyen de parrainages et de partenariats réussis. À Tonga, le groupe de jeunes On the Spot a créé des émissions radio afin de sensibiliser l'opinion aux Objectifs du Millénaire pour le développement. Ce groupe, qui est aujourd'hui une ONG enregistrée, participe, grâce au parrainage de Youth for a Sustainable Future Pacifika et de Youth for Change (Italie), à des sessions de formation en ligne pour améliorer ses compétences, et il commence à produire ses propres émissions. En Dominique, le projet Palé Kwéyòl, qui comprenait des cours de langue gratuits, visait à faire renaître et à préserver la langue créole. Son succès immédiat a encouragé la Division des affaires culturelles du Gouvernement dominiquais à parrainer l'ensemble du projet durant sa deuxième année et à faire en sorte que le concours d'orthographe et la Marche Kwéyòl deviennent des activités annuelles.

Paragraphe 02223 - Axe d'action 3 : Savoirs locaux et autochtones pour le développement durable et la gestion des ressources naturelles

Budget ordinaire (arrondi au millier de dollars)

Planifié : 126 000

Effectif : 126 000

Résultats escomptés du 33 C/5	Réalisations	Défis/enseignements tirés	Rapport Coût-efficacité	Durabilité (indicateurs ou mesures)	Recommandations du Conseil exécutif
Renforcement des capacités communautaires à recenser, gérer et mobiliser les savoirs locaux et autochtones	<ul style="list-style-type: none"> Le lancement et la diffusion de la publication « Water and Indigenous Peoples » (L'eau et les peuples autochtones), élaborée conjointement par le Secteur des sciences exactes et naturelles et le Secteur de la culture en 2006 dans le cadre du programme LINKS, a permis de faire prendre conscience du rôle des peuples autochtones dans la gestion de l'eau. Une version espagnole mise à jour du document a été publiée en 2007 et diffusée en collaboration avec la Division des sciences de l'eau et le Bureau de l'UNESCO à Montevideo. La publication de l'ouvrage payant intitulé « Fishers' Knowledge in Fisheries Science and Management » (Le savoir des pêcheurs dans le domaine de la science et de la gestion des pêcheries), officiellement présenté en 2007, montre que le savoir des pêcheurs locaux peut contribuer à la gestion des pêches. Une réunion internationale d'experts sur Les savoirs autochtones et l'évolution constante de l'environnement s'est tenue à Cairns (Australie) du 19 au 23 août 2007, avec un financement extrabudgétaire du Fonds Christensen. Cette réunion a permis de montrer que les communautés confrontées aux changements de l'environnement pouvaient tirer parti de stratégies d'adaptation inspirées des savoirs autochtones. 		<p>Le Secteur de la culture, la Division des sciences de l'eau et le Bureau de l'UNESCO à Montevideo se sont partagés les coûts de production pour les versions anglaise et espagnole de la publication « Water and Indigenous Peoples » (L'eau et les peuples autochtones) afin de mettre en commun l'expertise de chacun et de réduire les coûts de traduction/production.</p> <p>L'Université de Colombie britannique et l'Université Memorial (Canada) ont largement fait profiter de leur expertise la production de l'ouvrage payant intitulé « Fishers' Knowledge in Fisheries Science and Management » (Le savoir des pêcheurs dans le domaine de la science et de la gestion des pêcheries).</p> <p>Les efforts investis dans la collecte de fonds extrabudgétaires ont donné des résultats positifs dans un cas (Fonds Christensen), mais ont été entravés par d'importants changements apportés aux procédures et politiques de l'organisme de financement (Fonds pour l'environnement mondial) dans un autre cas, ce qui a entraîné une surcharge de travail considérable sans résultat tangible pour l'instant.</p>	Les publications et les outils pédagogiques ont suscité un grand intérêt entraînant des demandes de réimpression (p. ex. de l'Encyclopédie de l'environnement du Lagon de Morovo, Îles Salomon) et des demandes de traduction dans d'autres langues (p. ex. CD-ROM « The Canoe is the People » en maori, « Water and Indigenous Peoples » en espagnol).	

	<ul style="list-style-type: none"> • Un événement parallèle intitulé « Changement climatique et peuples autochtones : impacts et réponses » a illustré comment les peuples autochtones pouvaient jouer un rôle essentiel dans l'observation, la collecte d'information et la façon de réagir au changement climatique. Cette table ronde, organisée dans le cadre de la Conférence générale en 2007, a accueilli des experts autochtones en la matière. • Une proposition de financement pour des recherches et formations axées sur l'action concernant la mobilisation des savoirs autochtones en gestion et gouvernance de la biodiversité aux Palaos, dans les Îles Salomon et à Vanuatu a bénéficié d'engagements de cofinancement de la part du Fonds-en-depôt du Gouvernement japonais et a été soumise au PNUE/FEM. 				
<p>Étude circonstanciée de la pertinence des savoirs locaux et autochtones pour l'éducation en vue du développement durable dans les PEID</p>	<ul style="list-style-type: none"> • L'introduction des savoirs autochtones dans le programme scolaire des îles Salomon a été favorisée par la réimpression de l'ouvrage très apprécié intitulé « Reef and Rainforest: An environmental encyclopaedia of Marovo Lagoon, Solomon Islands » (Récifs et forêts tropicales : Une encyclopédie de l'environnement du Lagon de Morovo, Îles Salomon) (UNESCO, 2005), et sa distribution dans les écoles des îles Salomon. Un manuel complémentaire de l'enseignant est également en cours d'élaboration à titre expérimental. • L'introduction des savoirs et des langues autochtones dans le programme scolaire du Pacifique a été soutenue par la production, le lancement et la diffusion d'une version autochtone en langue maori du CD-ROM interactif pédagogique « The Canoe is the People: Indigenous Navigation in the Pacific » (Le Canoë est le peuple : la navigation autochtone dans le Pacifique) (la version d'origine avait été lancée en 2005 avec la collaboration du Secteur de la communication et de l'information). • Un ouvrage en mayangna et en espagnol sur la connaissance Mayangna de l'écosystème aquatique de la Réserve de biosphère de Bosawas (Nicaragua) est en phase finale de production ; son impression et son lancement sont prévus mi- 2008. 	<ul style="list-style-type: none"> • La traduction de matériels pédagogiques en langues autochtones s'est avérée particulièrement complexe et difficile compte tenu de la pénurie de linguistes qualifiés, des problèmes de transcription de langues qui n'ont pas de forme écrite et de la grande variété de dialectes qui existent pour une même langue. 	<p>La production d'une version en maori du CD-ROM interactif a bénéficié du soutien actif (humain et financier) de l'Université de Waikato (Nouvelle-Zélande).</p>	<p>Il existe une très forte demande de matériels pédagogiques inspirés des savoirs locaux et autochtones en langues vernaculaires de la part des communautés locales et des ministères de l'éducation qui reconnaissent la nécessité d'approches spécifiques à l'utilisateur dans les matériels pédagogiques.</p>	

Paragraphe 02313 - Institut UNESCO-IHE pour l'éducation relative à l'eau

Budget ordinaire (arrondi au millier de dollars)

Planifié : –

Effectif : –

Objectifs stratégiques du 31 C/4

Objectif stratégique 5 : Améliorer la sécurité humaine par une meilleure gestion de l'environnement et du changement social

Résultats escomptés du 33 C/5	Réalisations	Défis/enseignements tirés	Rapport Coût-efficacité	Durabilité (indicateurs ou mesures)	Recommandations du Conseil exécutif
Renforcement de l'impact de l'éducation et de la formation dans le domaine de l'eau sur le développement durable, surtout dans les pays en développement	<ul style="list-style-type: none"> Les quatre cursus de maîtrise de sciences de l'UNESCO-IHE ont reçu l'homologation officielle de l'Organisation néerlandaise-flamande d'accréditation. Le nombre de stages de courte durée a augmenté. L'évaluation externe des objectifs et des plans d'activités de l'Institut a été positive. 423 étudiants se sont inscrits en maîtrise de sciences fin 2007, dont presque 100 % issus de pays en développement ; 195 diplômes de maîtrise de sciences ont été décernés en 2006 et 188 en 2007. Onze diplômes de doctorat ont été décernés en 2006 (dont 2 avec mention) et 6 en 2007. Au total, 68 doctorants étaient inscrits fin 2007. 348 professionnels du secteur de l'eau ont effectué un stage de courte durée en 2006 et 373 en 2007. Le nombre de participants aux stages d'apprentissage à distance est passé de 83 pour 8 stages en 2006 à 177 pour 10 stages en 2007. Trois séminaires régionaux de remise à niveau ont été organisés pour d'anciens élèves en Afrique et en Asie en 2007. 	<p>Des recommandations, en cours d'application, ont été formulées à la suite de l'évaluation. On trouvera ci-après les principales :</p> <ul style="list-style-type: none"> Accroître la coordination et la cohérence entre les programmes. Augmenter le volume et le niveau de la recherche, notamment en développant les possibilités de cofinancement. Il faut augmenter d'urgence les possibilités de financement et de cofinancement (sur la base d'une structure financière plus souple) des étudiants en maîtrise de sciences. Le financement de l'Institut a besoin d'être assoupli, en particulier dans la mesure où le système de financement du NFP (Netherlands Fellowship Programme/Programme de bourses des Pays-Bas) va changer. Beaucoup de stages sur mesure sont proposés, surtout à la demande, ce qui signifie que les besoins sont immenses. 	<p>L'Institut emploie très efficacement les fonds destinés à l'éducation. Pour les participants inscrits au Programme de bourses des Pays-Bas pour la période universitaire 2007-2009, nous disposons de 71 bourses complètes du NFP que nous avons transformées en 117 bourses cofinancées. Les contrats de formation de groupe pour lesquels les gouvernements ou organisations locaux règlent la majeure partie du montant des bourses sont un autre moyen efficace d'employer les fonds destinés à l'éducation.</p>	<p>L'Institut essaye d'obtenir ses financements futurs et davantage de souplesse via le mécanisme de bourses en vigueur au Siège de l'UNESCO. Cette démarche vise à éviter qu'il soit trop dépendant du financement du Programme de bourses des Pays-Bas (dont les modalités de fonctionnement vont changer prochainement).</p>	
Capacités de recherche dans le domaine de l'eau, axées sur les thèmes du rapport avec les OMD et orientées principalement vers la résolution des problèmes des pays en développement	<ul style="list-style-type: none"> Les principes directeurs applicables à la production du personnel scientifique ont été instaurés et donnent de bons résultats. L'UNESCO-IHE est devenu membre officiel de l'Institut de recherche sur les sciences 	<ul style="list-style-type: none"> L'Institut doit maintenir son niveau de production scientifique et la qualité de ses publications. Il recherche en permanence l'équilibre entre sa mission de développement et ses 	<p>Vers la fin de l'exercice biennal, un processus visant à augmenter la base des subventions pour la recherche a été finalisé. Un accord visant la création d'un</p>	<p>Élaboration de la stratégie du Partenariat pour l'éducation et la recherche en matière d'eau sur la base du plan d'activités et du plan d'action.</p>	

	<p>socioéconomiques et les sciences naturelles de l'environnement (SENSE) au fonctionnement duquel tous les doctorants actuels ont été invités à participer pleinement. L'UNESCO-IHE prend part au Conseil général, au Comité d'éducation et au programme principal de SENSE.</p> <ul style="list-style-type: none"> • 211 publications scientifiques ont paru en 2006 et 234 en 2007. Le protocole de publication de l'Institut a été intégré au système de gestion de la qualité. La bibliothèque a considérablement complété sa collection de publications scientifiques en ligne. • 105 projets de renforcement des capacités ont été menés. • Le plan stratégique 2008-2013 et le plan d'activités 2008-2013 ont été finalisés. • Le projet WaterMill (Eau et Objectifs du Millénaire pour le développement) s'est achevé au cours de l'exercice biennal. Des projets de recherche d'envergure se sont poursuivis avec une large participation de chercheurs et d'institutions de recherche aux niveaux régional et mondial. Les principaux sont le projet mondial SWITCH (environ 35 partenaires actifs) et le projet NBCBN auquel participent des chercheurs appartenant à 10 pays du Bassin du Nil. • Le Chapitre 13 : Approfondir les connaissances et renforcer les capacités du 2^e Rapport mondial sur la mise en valeur des ressources en eau a été publié en 2006. 	<p>objectifs universitaires.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un nouveau plan d'activités a été élaboré et approuvé pour faire suite à la création annoncée du Partenariat pour l'éducation et la recherche en matière d'eau ; il tient compte de tous les enseignements tirés au cours des premières années d'activité de l'UNESCO-IHE. 	<p>mécanisme conjoint de coopération entre la DGIS (Direction générale néerlandaise pour la coopération internationale) et l'UNESCO-IHE en matière de recherche a été passé avec le Ministère de la coopération pour le développement. L'évaluation a montré qu'il était nécessaire d'augmenter les subventions de base de l'Institut de 2,5 millions d'euros.</p>	<p>Conclusion de l'accord conjoint de financement pour le développement de la recherche et des partenariats du DUPC pour une période de 5 ans (valeur approximative : 4 millions d'euros par an). Les démarches visant à obtenir des subventions de base plus importantes de la part du Ministère néerlandais de l'éducation ont commencé.</p>	
<p>Renforcement des capacités autochtones des agences locales de l'eau, en particulier dans les pays en développement</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les objectifs en matière de recettes d'honoraires ont été atteints et des projets menés/organisés au Panama, en République islamique d'Iran, en Indonésie, au Brésil et en Asie du Sud-Est. • Un programme de formation à grande échelle de deux ans a démarré en Iran au cours de l'exercice biennal, un programme pédagogique et une formation axés sur le développement des basses terres ont été lancés en Indonésie, un nouveau programme de coopération a été mis en place en collaboration avec le Centre d'hydro-informatique au Brésil et l'initiative visant à développer des pôles de connaissance dans le cadre du Forum Asie-Pacifique de l'eau 	<ul style="list-style-type: none"> • Bien que des projets aient été élaborés et mis en place, des difficultés qui dépassent les attributions de l'Institut, comme les demandes de visa, ont été rencontrées dans la mise en œuvre de certaines activités. Ces problèmes sont en passe d'être résolus grâce à des accords spéciaux passés avec les ambassades, etc. 	<p>Augmenter le nombre de stages d'apprentissage en ligne et à distance permettra d'accroître les capacités et de faciliter l'accès des participants aux cours.</p> <p>Chaque année, un certain nombre de stages de remise à niveau sont organisés en coopération avec les anciens élèves et les institutions partenaires régionales.</p>	<p>Mise en place du Partenariat pour l'éducation et la recherche en matière d'eau sur la base du plan d'activités et avec un financement plus conséquent sur 5 ans.</p>	

	<p>a été amorcée. Les négociations sur la coopération en matière de recherche entre le Panama et l'UNESCO-IHE se poursuivent.</p> <ul style="list-style-type: none"> • 32 projets de renforcement des capacités ont été organisés en 2006 et 35 en 2007, principalement dans des pays en développement. • Services de conseil en 2006 : 17 (principalement aussi dans des pays en développement). En 2007 : 13. • Projets pédagogiques et de formation : 20 en 2007 et 21 en 2006 (certains ont démarré avant et se chevauchent). • Développement de politiques et de forums en 2006 : 5. En 2007 : 3. • Recherche et développement en 2007 : 31. En 2006 : 32. 				
<p>Renforcement des partenariats pour le partage des connaissances et la mise en place d'activités conjointes dans le domaine de l'éducation, de la recherche et du renforcement des capacités</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La première phase est achevée et l'UNESCO-IHE a travaillé sur une proposition adressée au Ministère néerlandais de la coopération pour le développement dans le cadre du Partenariat pour l'éducation et la recherche en matière d'eau. Cette proposition et le budget qui l'accompagne ont été approuvés début 2008. • Des propositions visant à poursuivre l'intégration des activités de l'UNESCO-IHE au programme d'ensemble du PHI ont été élaborées et commencent à être mises en œuvre. Les activités de coopération avec les centres UNESCO de catégorie 2 se poursuivent et s'intensifient, comme l'illustrent principalement le stage axé sur le principe « Du conflit potentiel au potentiel de coopération » avec l'Université de Dundee et le stage sur la lutte contre les inondations et la gestion des catastrophes en partenariat avec l'ICHARM au Japon. L'UNESCO-IHE est devenu membre du Conseil consultatif sur l'eau et l'assainissement auprès du Secrétaire général de l'ONU et collabore activement à la préparation du prochain Forum mondial de l'eau qui se tiendra à Istanbul sur le thème du développement des capacités. • L'Institut a organisé un colloque de trois jours sur le renforcement des capacités auquel ont assisté de nombreux partenaires et des 	<ul style="list-style-type: none"> • Conformément à sa mission et sur la base de l'expérience acquise au cours de ses cinq premières années en tant que centre UNESCO de catégorie 1, l'UNESCO-IHE devient le Partenariat pour l'éducation et la recherche en matière d'eau dont la mission est de combiner les forces de tous les partenaires et d'améliorer leurs capacités. Les institutions devront donc opérer certains changements qui nécessiteront des investissements en matériels didactiques, recherche et perfectionnement du personnel. 	<p>La coopération dans le cadre des activités du PHI relatives à la DEDD renforcera la coopération au sein de l'UNESCO et permettra à l'UNESCO-IHE d'utiliser de mieux en mieux les services des bureaux régionaux de l'Organisation.</p>	<p>Le programme d'intégration est une priorité pour les principaux organismes de financement, qu'il s'agisse de la DGIS ou du Ministère néerlandais de l'éducation. La direction et le Conseil du PHI approuvent tous deux cette initiative qui devrait être pleinement opérationnelle en 2008.</p> <p>L'accord de financement du DUPC, d'un montant de 4 millions d'euros sur 5 ans, a pour objectif explicite de renforcer les réseaux et partenariats internationaux relatifs à l'eau et à l'environnement.</p>	

partenaires potentiels ; 250 professionnels de l'eau, dirigeants et personnalités politiques étaient présents.

- En 2006, des accords de coopération ont été signés avec le Centre d'hydrologie Boussinesq, la société Coca-Cola, l'Union des offices néerlandais des eaux et l'Université de Sao Paulo. Le réseau WaterNet au Zimbabwe, le réseau de renforcement des capacités GIRE en Afrique du Sud, le réseau pour le renforcement des capacités en matière de génie fluvial pour le Bassin du Nil (NBCBN-RE) et CK-Net (10 universités d'Indonésie qui traitent des ressources en eau et de la gestion des irrigations) ont été activement soutenus.
- En 2007, des accords institutionnels ont été signés avec le Ministère des ressources en eau du Népal, l'Université de Floride du Sud, l'Institut asiatique de technologie, la Banque asiatique de développement et le Singapore Public Utilities Board, la National Water and Sewerage Corporation en Ouganda, l'Université polytechnique de Timisoara en Roumanie et l'Institut mexicain de technologie de l'eau. Un programme a été élaboré pour le Partenariat pour l'éducation et la recherche en matière d'eau de l'UNESCO-IHE.
- Il existe maintenant 10 centres UNESCO de catégorie 2 œuvrant dans le domaine de l'eau. Le dernier, le Centre international sur les risques liés à l'eau et leur gestion, a été ouvert au Japon. L'objectif futur est désormais de tisser des liens plus étroits entre les centres, l'UNESCO-IHE faisant office de plaque tournante. Cela fait partie de ce que le Directeur général de l'UNESCO décrit comme un « nouveau modèle » permettant d'amener un secteur entier sur le devant de la scène internationale en s'associant au système des Nations Unies avec d'autres organisations pour aborder des questions de grande importance sur des bases solides.

- Vers la fin 2007, la participation et la contribution de l'UNESCO-IHE à la mise en œuvre des activités liées à l'enseignement supérieur dans le domaine de l'eau et dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable ont été définies. Ce programme identifie avec précision ce que l'UNESCO-IHE accomplira en étroite coopération avec le PHI. Il s'agit plus particulièrement :

- De l'inventaire mondial des lignes directrices relatives à l'enseignement supérieur dans le domaine de l'eau.
- De la création d'un mécanisme de bourses UNESCO-IHE/PHI pour l'enseignement supérieur dans le domaine de l'eau.
- De l'étude des besoins mondiaux

		<p>en matière d'éducation relative à l'eau.</p> <ul style="list-style-type: none"> - D'activités relatives au programme de diffusion pour l'enseignement supérieur (brochures spécialisées, rapports, etc.). 			
--	--	---	--	--	--

Paragraphe 02323 - Le Centre international de physique théorique

Budget ordinaire (arrondi au millier de dollars)

Planifié : 1 015 000

Effectif : 1 015 000

Objectifs stratégiques du 31 C/4

Objectif stratégique 4 : Promouvoir des principes et des normes éthiques pour guider le progrès scientifique, le développement technologique et les transformations sociales

Objectif stratégique 5 : Améliorer la sécurité humaine par une meilleure gestion de l'environnement et du changement social

Objectif stratégique 6 : Renforcer les capacités scientifiques, techniques et humaines de participation aux nouvelles sociétés du savoir

Résultats escomptés du 33 C/5	Réalisations	Défis/enseignements tirés	Rapport Coût-efficacité	Durabilité (indicateurs ou mesures)	Recommandations du Conseil exécutif
Efforts intensifiés dans le domaine de la formation à la recherche de haut niveau des scientifiques, surtout des jeunes, et des enseignants universitaires de physique et mathématiques	<ul style="list-style-type: none"> • Le CIPT reste un centre important de recherche et de formation en sciences physiques fondamentales et en mathématiques. Au cours de l'exercice, le nombre et la qualité des scientifiques invités au CIPT sont demeurés stables, avec environ 7 000 participations à des séminaires par an. • Le nombre de jeunes scientifiques des pays en développement les plus défavorisés inscrits dans la formation diplômante de 12 mois a presque doublé, pour passer à 50 étudiants par an, une classe étant totalement composée d'étudiants originaires de la ceinture subsaharienne. • Des activités de recherche et d'enseignement sont menées dans les domaines suivants : effets du changement mondial, qualité de l'eau et des sols, écologie terrestre et marine, sécheresses, crues et inondations, séismes, tsunamis, ressources en eau, production végétale, pêche, ressources renouvelables, hydrogène comme vecteur énergétique, fusion, physique médicale, imagerie radiographique de pointe, accélérateurs pour la biomédecine, 	<ul style="list-style-type: none"> • Depuis quelque temps, les besoins mondiaux changent ; certains efforts et initiatives ont donc été réorientés. Ceux auxquels le CIPT s'intéresse concernent les changements mondiaux et le développement durable. • Le CIPT s'efforce en permanence d'accroître la participation de femmes scientifiques à ses programmes et de favoriser la participation de scientifiques des pays les moins avancés. Le taux moyen de participation des femmes scientifiques au CIPT est d'environ 30 %. 			

	<p>technologies de l'information et de la communication, économie de l'écologie, nanosciences.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Bourses Mori : le Gouvernement japonais parraine des étudiants (14) en doctorat ou en formation postdoctorale originaires d'Afrique subsaharienne. 				
<p>Coopération renforcée entre les centres affiliés, les réseaux et les autres activités externes</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le réseau sur les risques sismiques en Asie a été créé. • SESAME : La collaboration entre Elettra et le CIPT se poursuit. • Le Service de livraison des revues électroniques (eJDS) - gratuit - a été mis en place, des Archives en accès libre ont été inaugurées, un nouveau périodique électronique - la Revue africaine de physique - a été créé, des ateliers régionaux ont été organisés en collaboration avec le CERN sur l'accès libre aux sciences dans les pays en développement. • E-GRID : collaboration avec le Ministère italien de l'éducation, de l'université et de la recherche, l'Université de Californie à Los Angeles et l'IFNM sur les grilles informatiques, et organisation d'une formation à Trieste, au Venezuela et au profit de particuliers du Nigéria et de Sri Lanka. • Le Programme d'enseignement et de formation alternés (STEP) s'est poursuivi, avec 25-30 étudiants originaires de pays en développement par an. • Coopération Sud-Sud : des accords ont été conclus avec le Brésil, la Chine et l'Inde afin qu'ils assument de plus grandes responsabilités dans la mise en œuvre des activités du CIPT dans leur région. Programmes spéciaux d'appui pour Cuba, l'Azerbaïdjan, l'Iran, le Pakistan et l'Afrique du Sud. • Corée du Sud : un accord a été conclu en vue de créer un centre régional du CIPT. • Inde : un accord a été conclu en vue de créer un Centre international indien de sciences physiques et de mathématiques. • Afrique : Le Réseau mathématiques s'est 	<ul style="list-style-type: none"> • Réacteur expérimental thermonucléaire international (ITER) : le CIPT s'intéresse à l'énergie depuis sa création. Il est aujourd'hui très désireux de participer au programme ITER. Si l'objectif est de fournir une source d'énergie viable au monde entier grâce à la fusion, il est important que les populations des pays défavorisés participent à l'entreprise dès le début. Étant donné que des scientifiques du monde entier visitent le CIPT, celui-ci peut leur permettre d'avoir un contact avec l'ITER. Le CIPT pourrait également mettre en place un réseau de scientifiques qui seraient chargés d'analyser les données provenant d'ITER. Des discussions sont en cours à ce sujet. 			

	<p>élargi pour inclure des régions plus occidentales, ainsi que l'Afrique de l'Est. Le Réseau LAM s'est étendu grâce à un partenariat avec l'Afrique du Sud. Le réseau sur les nanosciences en Afrique a démarré en collaboration avec l'Afrique du Sud. Un accord a été conclu avec les laboratoires iThemba, en Afrique du Sud, en vue d'accueillir des scientifiques du reste du continent, le CIPT prenant en charge leurs frais de voyage.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le Forum mondial G-8/UNESCO sur le thème « Éducation, recherche et innovation : un nouveau partenariat pour le développement durable » s'est tenu du 10 au 12 mai à Trieste, en présence de quelque 800 participants issus du monde de la recherche, des milieux universitaires, des gouvernements et des milieux industriels de 70 pays. L'Afrique a souvent été au cœur des débats. 				
Collaboration renforcée avec le grand programme II	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'activités du CIPT ont un lien avec d'autres activités du grand programme II. • Les activités du CIPT empiètent également sur certaines des activités du grand programme I. 				

Projets relatifs aux thèmes transversaux

L'élimination de la pauvreté, en particulier l'extrême pauvreté

Objectifs stratégiques du 31 C/4

Objectif stratégique 1 : Contribuer à élargir la portée des stratégies internationales et nationales de lutte contre la pauvreté par l'intégration dans des stratégies de l'éducation, de la culture, des sciences et de la communication

Objectif stratégique 2 : Favoriser l'instauration d'une coordination efficace entre les stratégies nationales de lutte contre la pauvreté et les dispositifs de développement durable, en se concentrant sur les domaines de compétence de l'UNESCO. En outre, contribuer à mobiliser le capital social en développant les capacités et les institutions, notamment dans le domaine public, en vue de permettre aux pauvres d'exercer leurs droits

Objectif stratégique 3 : Contribuer à la mise en place d'un cadre et d'un environnement de politique nationale propres à favoriser l'autonomisation, les approches participatives et la création de moyens de subsistance

Paragraphe 02411 Les techniques de construction autochtones en Asie centrale et en Afghanistan

Budget ordinaire (arrondi au millier de dollars)

Planifié : 150 000

Effectif : 150 000

Résultats escomptés du 33 C/5	Réalisations	Défis/enseignements tirés	Rapport Coût-efficacité	Durabilité (indicateurs ou mesures)	Recommandations du Conseil exécutif
Production de manuels dans les langues nationales sur les techniques traditionnelles de construction et la réparation des architectures en terre ; formation des chefs de villages, d'étudiants en architecture et en ingénierie et de professionnels et sensibilisation de toutes ces personnes à la valeur de l'architecture et des techniques traditionnelles ; renforcement des capacités des groupes vulnérables leur permettant de bâtir eux-mêmes et à peu de frais leurs écoles, leurs maisons et leurs dispensaires ; construction de prototypes de logements économes en énergie et respectueux de l'environnement ; élévation du niveau de compétences techniques des experts sous-régionaux ; amélioration de la législation concernant la protection parasismique des bâtiments anciens	<ul style="list-style-type: none"> Les savoirs autochtones dans le domaine de la construction ont été mis en valeur et utilisés, en particulier grâce à la traduction d'un manuel de formation sur « Les structures en terre » élaboré par CRATerre. Les responsables communautaires et les professionnels ont été sensibilisés par le biais de projets d'architecture en terre dans trois pays : l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et l'Afghanistan. En particulier, le Centre de formation à l'artisanat de Boysun a été construit (il complète le projet du Fonds-en-dépôt japonais), un atelier de tissage et de teinture naturelle de la soie a été bâti à Tachkent, les locaux de l'atelier de tissage et de teinture naturelle de la soie de Khiva ont été restaurés et étendus, la construction du centre culturel « La maison du yack » à Mourgab (Tadjikistan) a été achevée, la fabrication des briques et la fondation du Centre Bactriane à Mazar-i-Sharif (Afghanistan) ont été achevées. En outre, des travaux de conservation préventifs ont été menés à la forteresse d'Ayaz Kala. 	<ul style="list-style-type: none"> Les résultats obtenus par l'ONG ACTED en Afghanistan n'ont pas été très concluants. L'entretien des édifices à l'aide de techniques traditionnelles n'est pas toujours réalisé. Les bâtiments de démonstration pilotes ont suscité un grand intérêt et constituent un bon outil de sensibilisation. 	Les projets ont été menés à bien en coopération avec d'autres ONG, qui y ont contribué financièrement.	Mise en avant de la valeur des savoirs autochtones grâce à la distribution de publications. Renforcement des capacités nationales des spécialistes pour réaliser des travaux de conservation de bâtiments en terre.	

Paragraphe 02412 L'alliance UNISOL-TAPE contre la pauvreté

Budget ordinaire (arrondi au millier de dollars)	
Planifié : 200 000	Effectif : 200 000

Résultats escomptés du 33 C/5	Réalizations	Défis/ enseignements tirés	Rapport Coût-efficacité	Durabilité (indicateurs ou mesures)	Recommandations du Conseil exécutif
<p>Poursuite de la diffusion de matériels d'enseignement et d'apprentissage, de bonnes pratiques et de programmes d'enseignement dans les domaines de l'ingénierie et de la formation technique et professionnelle</p>	<ul style="list-style-type: none"> Les réalisations du projet TAPE concernent en particulier la mise en place de réseaux, la coopération internationale, les documents de sensibilisation et d'information sur les technologies et l'élimination de la pauvreté. Elles incluent la mise en place du Réseau de connaissances technologiques, ou TecKnowNet, la coopération avec la Fédération mondiale des organisations d'ingénieurs (FMOI), l'Association américaine pour le progrès de la science (AAAS), l'Association américaine des sociétés d'ingénieurs (AAES), le projet « Les ingénieurs contre la pauvreté » (EAP), Ingénieurs pour un monde durable (ESW) et Engineers Without Borders/Ingénieurs sans frontières (EWB/ISF). Une vidéo + brochure et une vidéo + CD intitulés « Small is Working: Technology for Poverty Reduction » (Ce qui est petit fonctionne : la technologie au service de la lutte contre la pauvreté) ont été mis au point et diffusés. Un document stratégique intitulé « Technology for Poverty Reduction: Policy Priorities » (La technologie au service de la réduction de la pauvreté : priorités stratégiques) et un livre, « Minding the Gap: Technology, Policy and Poverty Reduction » (Gare aux écarts : technologie, politique et réduction de la pauvreté), sont en cours d'élaboration en vue d'être publiés en 2008. La technologie et la réduction de la pauvreté seront au cœur de la Convention mondiale des ingénieurs 2008 (coparrainée par l'UNESCO) qui se tiendra à Brasilia. Le suivi de la publication du rapport de l'Équipe spéciale du projet du Millénaire sur la science, la technique et l'innovation - « Innovation: Applying Knowledge in Development » (Innovation : Appliquer le savoir au développement) - continue d'être assuré. 	<ul style="list-style-type: none"> Le projet TAPE a rencontré plusieurs problèmes internes et externes. Rares sont les membres du personnel du programme au Siège et hors Siège à avoir la formation et l'expérience nécessaires en matière de technologie et de réduction de la pauvreté - le recrutement de personnes qualifiées et le renforcement des capacités sont des priorités urgentes, nécessitant des ressources financières adéquates, si l'UNESCO veut contribuer à la réalisation des OMD. Pour une flexibilité maximale, les ressources budgétaires doivent être gérées du Siège, en coopération avec les bureaux hors Siège, où il se peut qu'aucun fonctionnaire n'ait les qualifications requises. Sur le plan externe, le domaine de l'ingénierie, de la technologie et de la réduction de la pauvreté est entravé par le manque d'intérêt et de compréhension pour les problèmes sur le terrain de la part des responsables de la planification et des décideurs politiques - alors qu'il s'agit de l'un des objectifs du projet en termes de sensibilisation et de stratégie. Cependant, les activités menées dans le cadre des thèmes transversaux constituent un moyen important pour l'UNESCO de développer davantage la programmation thématique sur des questions essentielles - comme la réduction de la pauvreté et les OMD. La programmation thématique est un domaine crucial vers lequel l'UNESCO devrait s'orienter et qu'elle devrait développer, pour répondre aux OMD. 	<p>Le projet TAPE entretient des liens étroits avec le programme de l'UNESCO sur les sciences de l'ingénieur et la technologie et les activités connexes, notamment le Prix Mondialogo des sciences de l'ingénieur Daimler-UNESCO (aujourd'hui dans sa troisième phase, 2008-2009), et le Forum ASDI-SAREC sur l'enseignement supérieur, la recherche et la connaissance. Compte tenu du ratio produits/ressources en termes de ressources humaines et financières, le projet TAPE a un très bon rapport coût-efficacité.</p>	<p>Le projet TAPE est particulièrement durable - « TecKnowNet » a été mis en place et développé et des partenariats ont été établis avec des universités et des ONG appartenant à la communauté internationale de l'ingénierie et de la technologie (notamment : la FMOI, l'AAAS, l'AAES, l'EWB, l'EAP et l'ESW). Des documents d'information et d'apprentissage ont été élaborés et diffusés, un document stratégique et un livre sont en préparation et la promotion d'activités ayant trait à l'ingénierie, la technologie et l'élimination de la pauvreté est actuellement assurée dans le cadre du projet, en association avec le Prix Mondialogo des sciences de l'ingénieur Daimler-UNESCO. Le projet TAPE a apporté son soutien à la bibliothèque virtuelle soudanaise d'ingénierie (SudVEL), qui fonctionne et remporte un franc succès, et il se poursuit également dans le cadre du programme sur les sciences de l'ingénieur.</p>	

<p>Amélioration de l'accès aux services médicaux et sociaux offerts par les universités et leurs antennes</p>	<ul style="list-style-type: none"> Amélioration quantitative et qualitative des services médico-sociaux offerts par le coordonnateur d'UNISOL, le TICH (Institut tropical de santé publique et de développement communautaire ; GLUK : Université des Grands Lacs à Kisumu), dans la province de Nyanza, au Kenya (7 districts : Bondo, Siaya, Kisumu, Nyando, Suba, Rachuonyo et Gucha), ainsi que dans les régions de l'Ouganda et de la République-Unie de Tanzanie qui jouxtent la province de Nyanza ; sur la base des programmes de formation communs du réseau universitaire, des échanges d'étudiants et des liens solides avec les communautés s'appuyant sur des codes de conduite précis ont été mis en place au service de partenariats entre le monde universitaire et les communautés. 	<ul style="list-style-type: none"> Pour la troisième fois en six ans d'existence, UNISOL a perdu un de ses piliers universitaires (membre de l'institution de coordination qu'est l'Institut tropical de santé publique et de développement communautaire en Afrique), prématurément décédé. Pourtant, le solide esprit de réseau bâti au fil des ans a permis de le remplacer relativement rapidement par quelqu'un de compétent, évitant la désorganisation et des ajustements douloureux. L'évolution institutionnelle, en particulier l'octroi du statut d'université à l'institution de coordination qu'est le TICH, accompagné de la capacité de délivrer ses propres diplômes, a été retardée par manque de ressources budgétaires (foncier pour le campus) et pour des raisons politiques ; mais les principaux obstacles ont pu être levés en 2006, date à laquelle le TICH a officiellement acquis le statut d'université. Il a délivré son premier diplôme en mai 2007. 		<p>Les conférences scientifiques annuelles (dont la dernière s'est tenue en mai 2007 à Kisumu, au Kenya, en collaboration avec le réseau international SAHARA du Conseil sud-africain de la recherche en sciences humaines) ont rassemblé périodiquement un nombre restreint, mais constituant une masse critique, de donateurs (représentants des fondations Rockefeller et Helen Keller, ACDI, etc.), qui suivent les projets en cours.</p> <p>La participation nouvelle de l'Université d'Ottawa, à partir de 2004, profite grandement au renforcement des capacités en cours avec le TICH et les partenaires du réseau : de nouveaux programmes ont été établis, les échanges d'étudiants se sont multipliés et la recherche a été améliorée, et un tutorat a été mis en place pour la recherche de pointe.</p>	
<p>Meilleure sensibilité des statistiques portant sur les rapports entre la santé et la situation sociale et meilleure utilisation de ces statistiques par l'administration et les responsables des programmes de santé</p>	<ul style="list-style-type: none"> La principale réalisation d'UNISOL a été de soutenir la mise en place, par le coordonnateur d'UNISOL, le TICH (voir ci-dessus), d'un système d'information sensible aux besoins des communautés (CBIS) qui fonctionne effectivement dans les hôpitaux de district des 7 districts kenyans susmentionnés (province de Nyanza) et dans les régions avoisinantes d'Ouganda et de Tanzanie. En 2006, la base de données a été prise pour modèle par le Gouvernement kenyan. 	<ul style="list-style-type: none"> Les liens internationaux solides d'UNISOL ont favorisé à la fois son développement institutionnel et sa capacité de transformer les résultats des travaux universitaires en formulation de décisions/politiques, et lui ont permis d'influer sur les méthodes de prestation de services (mise en œuvre des politiques). 		<p>Le Ministère kenyan de la santé a officiellement adopté le CBIS comme base de données type (2006).</p>	

La contribution des technologies de l'information et de la communication au développement de l'éducation, de la science et de la culture et à la construction d'une société du savoir

Objectifs stratégiques du 31 C/4

Objectif stratégique 1 : S'accorder sur les principes communs qui doivent régir la construction des sociétés du savoir

Objectif stratégique 2 : Accroître les possibilités d'apprendre en donnant accès à des contenus et systèmes de prestation des services éducatifs diversifiés

Objectif stratégique 3 : Renforcer les capacités en matière de recherche scientifique, de partage de l'information et d'échanges culturels

Objectif stratégique 4 : Promouvoir l'utilisation des TIC aux fins de l'autonomisation, de la gouvernance et de la participation sociale

Paragraphe 02421 Voix des petites îles

Budget ordinaire (arrondi au millier de dollars)

Planifié : 250 000

Effectif : 249 000

Résultats escomptés du 33 C/5	Réalisations	Défis/enseignements tirés	Rapport Coût-efficacité	Durabilité (indicateurs ou mesures)	Recommandations du Conseil exécutif
Mise au point et partage d'outils et de pratiques en ligne et hors ligne, dont des productions vidéo, sur la gestion de l'environnement, la diversité culturelle et d'autres questions sociales importantes ; intégration de la notion de développement durable dans le système éducatif ; lancement de projets de développement durable pilotés par des jeunes et échange des résultats	<ul style="list-style-type: none"> Le forum Internet mondial de la Voix des petites îles (www.sivglobal.org) relie entre eux plus de 30 000 insulaires. Sa portée est étendue grâce à d'autres services de télécommunication et d'Internet, ainsi qu'au recours à d'autres médias tels que la radio ou la presse écrite. Le forum est devenu un outil très influent : (1) le débat sur la vulnérabilité insulaire a incité des partenaires des Palaos à constituer un groupe de discussion interrégional en ligne sur ce sujet ; (2) d'autres organisations, comme la Commission du Pacifique Sud pour les géosciences appliquées (PACSU), et plusieurs personnes ont demandé que des sujets spécifiques soient analysés. Parmi les sujets récents figurent notamment : les combustibles de substitution, la pêche commerciale à la baleine, les organismes génétiquement modifiés, les problèmes liés au tourisme dans les PEID, le colonialisme au XXI^e siècle et les îles faisant l'objet de litiges. De nombreux utilisateurs saluent le forum comme un espace de discussion ouvert permettant de mettre en évidence des questions qui intéressent les petites îles, ainsi que son rôle d'éducation et de sensibilisation. Le forum Internet des jeunes de la Voix des petites îles s'est révélé un moyen novateur de favoriser les échanges interrégionaux entre 	<ul style="list-style-type: none"> En raison du manque de fonds disponibles pour permettre de nouvelles connexions Internet dans un nombre d'îles significatif, la « Voix des petites îles » s'est surtout attachée à créer des lieux de discussion approfondie (des forums en ligne) pour les internautes actuels. En conséquence, le forum mondial de la « Voix des petites îles » est presque devenu un nom familier dans de nombreuses îles. Le forum mondial de la Voix des petites îles reste un mode de communication apprécié et il ressort des avis exprimés qu'il constitue un espace important où les questions insulaires peuvent être diffusées et discutées avec franchise. La lenteur et le prix élevé des connexions Internet dans certaines îles, ainsi que certains phénomènes naturels que les ouragans, ralentissent la mise en œuvre efficace d'activités fondées sur l'Internet, tout en incitant les insulaires à faire preuve d'innovation et d'adaptation. La réalisation de certaines activités a nécessité plus de temps que prévu, ce qui s'explique par des ressources 	<p>Collaboration avec Scotland Online pour la gestion du forum Internet mondial de la Voix des petites îles en échange de la promotion de leurs travaux (sans rétribution financière).</p> <p>Promotion de la Voix des petites îles par le biais d'autres organisations et sites Web tels que www.sidsnet.org, hébergé par le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU.</p> <p>Production du DVD « <i>Sustainable living - the island way</i> », avec des partenaires des Palaos, ce qui a permis d'en réduire le coût de manière considérable par rapport à ce qu'aurait coûté sa production à Paris.</p> <p>Mise à contribution des unités hors Siège, commissions nationales et compétences locales pour mener à bien les activités et en assurer le suivi.</p>	<p>Des « groupes » de la Voix des petites îles ont été établis dans un certain nombre d'îles partenaires. Ils continuent de promouvoir et de mener des activités destinées à répondre aux préoccupations en matière de développement durable, notamment en faisant participer la jeunesse. Exemples : le groupe du programme « Back Chat » de la Voix des petites îles à Saint-Kitts-et-Nevis, le groupe Voix des petites îles de Saint-Vincent-et-les Grenadines, et aux Seychelles.</p> <p>Des informations concernant les réalités locales ont été recueillies directement auprès des insulaires. Ces échanges nourrissent la réflexion et favorisent un changement des comportements ainsi que des actions sur le terrain qui contribuent à un mode de vie viable dans les</p>	

	<p>étudiants sur les conditions de vie insulaire durables dans une douzaine d'îles de trois régions. Une évaluation externe du forum des jeunes organisé par « la Voix des îles » sur l'Internet a montré que celui-ci était apprécié tant par les enseignants que par les étudiants et qu'il apportait des idées incitant à une modification des comportements et à des façons d'agir sur le terrain qui contribuent à un mode de vie viable dans les îles.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les réalisations de la « Voix des îles » ont été exposées en dehors de l'UNESCO grâce à la diffusion de publications et de présentations. Par exemple, cinq représentants du projet ont présenté différentes descriptions de la « vision des communautés » à la 9^e Conférence des îles du monde à Maui (Hawaii), en juillet 2006. • Une vidéo intitulée « <i>Sustainable Living - The Island Way</i> », présentant les activités spécifiques menées sur le terrain en faveur du développement durable, a été produite et lancée lors de la Conférence des îles du monde à Maui (Hawaii), en juillet 2006. Cette vidéo a fait l'objet d'une large diffusion. • Des activités de projet spécifiques sur la gestion et le recyclage des déchets, la surveillance de l'environnement et la sensibilisation aux questions environnementales sont en cours d'exécution et sont communes aux 13 îles ; leur impact est renforcé grâce à des discussions sur le forum mondial et le forum des jeunes de la Voix des petites îles. • En outre, grâce à la Voix des petites îles, l'installation, l'équipement et l'amélioration des connexions Internet dans les îles ont été remarquables : une station de radio et un Centre multimédia communautaires ont été équipés à la Bequia Community High School et à l'Institut des mineurs, au Cap-Vert. • La Voix des petites îles a travaillé en étroite collaboration avec la Vision des jeunes sur la vie dans les îles pour promouvoir les activités menées par des jeunes en matière de développement durable ; 35 micro-projets ont été réalisés dans les régions de l'océan Indien, des Caraïbes et du Pacifique. • Les activités, les échanges, les forums et les 	<p>humaines très limitées, en particulier dans les plus petites îles.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Malgré les résultats positifs de l'évaluation du forum Internet des jeunes de la Voix des petites îles, il s'est avéré difficile d'en maintenir le dynamisme. Cela tient en partie au peu de temps que les enseignants peuvent y consacrer, ainsi qu'au manque de souplesse des programmes et des cours, mais aussi en partie aux longs intervalles entre les échanges. • Les projets sur le terrain, axés sur l'action communautaire en faveur du développement durable, font partie des réalisations de la « Voix des petites îles » qui s'implantent le mieux. • Des échanges, des réunions et des conférences, mais aussi des forums en ligne et des lettres d'information, ont permis d'étendre l'impact de ces projets au-delà de l'île d'origine, comme en témoignent la reproduction d'activités du même genre dans d'autres îles, et le nombre de demandes d'adhésions à la « Voix des petites îles ». • Dans les îles, des partenaires dévoués ayant une connaissance directe des réalités locales sont d'une importance capitale pour le succès et la poursuite de la « Voix des petites îles ». 	<p>Recours important à la téléconférence.</p>	<p>îles, ce qui devrait se poursuivre au-delà du cycle du projet La Voix des petites îles.</p> <p>Malgré la suppression de la formule des projets transversaux dans le 34 C/5, la mise en œuvre du forum Internet mondial de la Voix des petites îles se poursuivra par le biais du programme ordinaire de SC/PSD/SCS, compte tenu de son succès considérable, ainsi que du soutien et de l'intérêt qu'il suscite auprès des États membres.</p>	
--	--	--	---	---	--

	réunions de la Voix des petites îles ont permis de développer les capacités individuelles, permettant ainsi aux particuliers de jouer un rôle efficace dans leur île ainsi que sur la scène internationale.				
--	---	--	--	--	--

Paragraphe 02422 Portails locaux d'information océanographique pour l'Afrique, l'Amérique latine et les Caraïbes

Budget ordinaire (arrondi au millier de dollars)	
Planifié : 100 000	Effectif : 100 000

Résultats escomptés du 33 C/5	Réalizations	Défis/ enseignements tirés	Rapport Coût-efficacité	Durabilité (indicateurs ou mesures)	Recommandations du Conseil exécutif
<p>Reconnaissance par les parties prenantes locales et internationales de la qualité des portails comme outils informatifs de référence sur les océans et les zones côtières ; amélioration du corpus de connaissances sur les questions liées aux océans et aux zones côtières ; conclusion d'accords sur les transferts de propriété des portails à des organisations partenaires</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Amérique latine et Caraïbes. Augmentation de 200 % du nombre de rédacteurs/fournisseurs de contenus pour mieux satisfaire les besoins d'information de tous les publics visés. • Formation à la « rédaction scientifique » dispensée aux rédacteurs grâce à un cours spécifique. • Poursuite de la publication de lettres d'information sur papier ainsi que de campagnes nationales de sensibilisation du public. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les institutions nationales sont de meilleurs partenaires si elles participent au projet depuis le début. La formation de formateurs doit être la meilleure approche pour les nouveaux rédacteurs. • Un partenariat pour la promotion et la sensibilisation est grandement nécessaire. • Le risque principal de la participation d'un grand nombre de rédacteurs de différents pays et de différents domaines de compétence est de faire perdre au portail son concept général et de le rendre compliqué pour les utilisateurs. • Les universités et les médias pourraient être les partenaires les plus efficaces pour la promotion et la fourniture de contenus. 	<p>Après cinq années d'existence, le portail océanographique régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes, « Portal Oceanico », a rassemblé plus de 5 488 éléments d'informations sur des questions telles que les affaires maritimes, les thèmes environnementaux, les articles, les bibliothèques, les catalogues, les ressources pédagogiques, les services océaniques, l'océanographie, les informations sur les interventions en cas de catastrophe, l'inventaire des institutions marines, les activités internationales et bien d'autres matériels d'information. Le portail a recruté 501 rédacteurs d'Amérique latine et des Caraïbes et propose des contributions essentiellement en espagnol, mais également en portugais, en anglais et en français. Les informations marines nationales de 40 pays figurent sur le portail ; 821 rubriques et 77 forums de discussion ont été créés.</p>	<p>En ce qui concerne le portail pour l'Amérique latine, jusqu'au milieu de l'année 2006 le nombre moyen de visites quotidiennes avoisinait 60, mais une baisse significative a été enregistrée dans les derniers mois de l'année. Malgré d'importants efforts pour maintenir la contribution active de rédacteurs bénévoles et la promotion, l'objectif suggéré n'a pas été atteint. Pour parvenir à la durabilité du portail, il faudra accroître le nombre de visiteurs et des mécanismes institutionnels devront être mis en place afin d'obtenir l'appui des institutions marines compétentes de la région pour que le portail conserve son attrait auprès des visiteurs en proposant des informations océanographiques utiles. Au milieu de l'année 2007, le nombre de visites a augmenté de 57,9 % et ce chiffre devrait continuer à progresser jusqu'à la fin de l'année.</p>	

- La fréquentation du portail océanographique africain a augmenté du fait de l'accueil favorable, que lui ont réservé les acteurs locaux et internationaux. Le rédacteur en chef du portail a été invité aux réunions du mécanisme d'échange d'information du PNUE pour l'océan Indien occidental, du projet WIO-Lab du PNUE/FEM, et du projet relatif au coelacanthé africain. Le nombre d'éléments d'information a doublé et s'élève à plus de 4 280, celui des sujets de discussion atteint plus de 280 et le nombre de visites dépasse 22 600. Douze numéros de la lettre d'information COSMARNews ont été produits et distribués, en collaboration avec NEPAD/COSMAR, afin de faire connaître le portail.

- L'accès limité à l'Internet en Afrique a une incidence sur le niveau de fréquentation du portail. La diffusion de la lettre d'information a toutefois entraîné une augmentation considérable du nombre de visites.
- Le partenariat mis en place avec le secrétariat du NEPAD/COSMAR a entraîné une augmentation du nombre de rédacteurs ainsi qu'un élargissement de la base d'utilisateurs. La collaboration avec ODINAFRICA a été capitale pour le développement du portail en mettant à disposition un réseau déjà existant de scientifiques et d'institutions.

Le portail a enregistré 96 804 visites au total. Les visiteurs proviennent de 118 pays différents ; 81,2 % d'entre eux sont originaires d'Amérique latine et des Caraïbes, 16,7 % des États-Unis, du Canada et de l'Europe, et le reste d'Asie, d'Afrique et d'Océanie. Avec des ressources budgétaires limitées, le portail demeure une source utile d'informations. Des partenaires tels que le NEPAD/COSMAR et ODINAFRICA ont grandement contribué à son développement.

La durabilité du portail dépend de l'apport permanent de nouveaux matériels, mais également de la présence de rédacteurs dévoués qui continueront à gérer les matériels mis en ligne sur le portail. À court terme, ODINAFRICA sera en mesure de fournir un appui rédactionnel. La collaboration avec le NEPAD/COSMAR devrait être consolidée comme solution à long terme.